

Des récits de collaboration, de partenariat et de réconciliation

Pathways

2023





Pathways 2023

Table des matières

Message de Ranj Pillai, premier ministre du Yukon.....	4
Le paysage changeant de la gouvernance au Yukon.....	5
À la recherche de réponses et d'apaisement pour les familles d'enfants disparus	10
Passer de l'intervention à la prévention dans le système de protection de l'enfance du Yukon	15
Faire équipe pour servir et aider les familles des Premières Nations.....	18
Bâtir un nouveau système d'éducation pour l'ensemble des Yukonnaises et Yukonnais.....	22
Mettre la guérison par la nature au premier plan	26
Adapter les programmes d'études aux réalités du Yukon	30
Co-gouvernance de l'éducation sur le territoire traditionnel Tr'ondëk Hwëch'in	33
Mettre la guérison par la nature au premier plan	37
La population d'abord.....	40
Instaurer un système de santé et de services sociaux inclusif et respectueux de la culture.....	41
Réimaginer les partenariats pour instaurer des programmes dirigés par les Autochtones dans le système de justice.....	43
À notre façon : le programme de justice Dena Keh s'inspire de la culture kaska pour favoriser la justice réparatrice.....	46
Les familles au cœur de la quête de dignité et de justice pour les FFADA2E+	50
Comprendre l'histoire et la culture pour créer des espaces sûrs pour tout le monde	55
Faciliter le travail du personnel de Voirie et Travaux publics par la consultation et la mobilisation des Premières Nations	57
Tisser des liens, célébrer la culture et développer un sentiment d'appartenance par le sport.....	58



Message de

Ranj Pillai,

premier ministre du Yukon

J'ai le plaisir, en tant que premier ministre du Yukon, de vous présenter le tout dernier numéro du magazine Pathways, qui contient des récits de collaboration, de partenariat et de réconciliation pour favoriser l'apprentissage et le perfectionnement.

Dans ce numéro, nous nous penchons sur les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR) et en profitons pour faire le point sur les progrès que nous avons accomplis à cet égard, au gouvernement du Yukon, en étroite collaboration avec les organismes et gouvernements des Premières Nations.

La réconciliation, c'est une responsabilité partagée exigeant la participation active de tous les ordres de gouvernement, des collectivités, des organismes et de la population. Il ne s'agit pas d'une destination, mais bien d'un parcours que nous entamons ensemble afin de comprendre et de redresser les torts associés à la douloureuse expérience de la colonisation.

Ce numéro approfondit les initiatives s'inscrivant dans les appels à l'action de la CVR. Vous y lirez des récits de croissance, d'apprentissage et d'innovation de membres du personnel du gouvernement du Yukon et des gouvernements des Premières Nations, de leaders communautaires et d'organismes qui sont en première ligne du travail de réconciliation. De l'éducation sur la décolonisation à la promotion des sports autochtones, ces récits tracent la voie à suivre et sont source d'inspiration pour la création d'une fonction publique plus inclusive et mieux adaptée.

Je remercie toutes les personnes (contributeuses et contributeurs, auteures et auteurs, etc.) ayant participé à la préparation de ce numéro. Il ne fait aucun doute que votre désir et votre volonté de faire connaître ces récits susciteront des échanges et inspireront du changement.



Il y a quelque 24 000 années

Des gens traversent le pont continental de Béring, s'établissant sur des territoires traditionnels et créant leur propre langue.

1867 – L'Acte de l'Amérique du Nord britannique donne naissance au Canada.

1876 – La Loi sur les Indiens entre en vigueur.

1898 – Le Yukon devient un territoire, et la ruée vers l'or du Klondike a d'importantes répercussions sur les Premières Nations.

1902 – Jim Boss, chef des Ta'an Kwäch'än, demande compensation pour les terres et les territoires de chasse que son peuple a perdus.

1973 – Les Premières Nations du Yukon présentent leur vision au gouvernement fédéral dans le document *Together Today for Our Children Tomorrow*.

1993 – L'Accord-cadre définitif établit un nouveau cadre moderne pour les traités du Yukon.

1993 à 2005

Onze Premières Nations du Yukon signent des ententes définitives sur l'autonomie gouvernementale.

2003 – L'accord de transfert des attributions donne au gouvernement du Yukon le contrôle des terres et des ressources du territoire.

2007 – La *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* est adoptée malgré le vote d'opposition du Canada, qui retirera son objection en 2016.

2015 – La Commission de vérité et réconciliation rend publics ses 94 appels à l'action.

2017 – Le gouvernement du Yukon et les Premières Nations réinstaurent le Forum du Yukon pour concrétiser les priorités communes.

Le paysage changeant de la gouvernance au Yukon

En 2023, le Yukon a célébré plusieurs anniversaires importants : le 125^e anniversaire de la création du territoire, le 50^e anniversaire du document d'orientation *Together Today For Our Children Tomorrow*, le 30^e anniversaire de la signature de l'Accord-cadre définitif et enfin, le 20^e anniversaire du transfert de pouvoirs du gouvernement fédéral au territoire.

Les relations entre l'administration territoriale et les gouvernements des Premières Nations ont énormément évolué, un parcours qui a été parsemé d'embûches et de réussites.

La vision des Premières Nations du Yukon n'a pas changé pendant des décennies : des appels à un traité du chef Jim Boss dans les années 1900 en passant par le document *Together Today for Our Children Tomorrow* en 1973, les Premières Nations aspirent à jouer un rôle plus important dans la gouvernance du territoire. Elles veulent travailler en partenariat et contrôler les programmes et services qui les concernent.

Appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation et *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones*

Depuis la publication du rapport de la Commission de vérité et réconciliation en 2015, la réconciliation est devenue un moteur de changement au Yukon et partout au pays.

« La réconciliation et la collaboration avec les gouvernements des Premières Nations sont des engagements centraux pour le gouvernement du Yukon », déclare le premier ministre Ranj Pillai.

Selon Brian MacDonald, des documents comme les appels à l'action de la CVR *Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones* braquent les projecteurs sur la relation entre les Premières Nations et la Couronne, et sur les torts passés. « Je crois qu'ils mettent de la pression sur les gouvernements et font vraiment ressortir l'obligation qu'ils ont de mieux faire », estime-t-il. Membre des Premières Nations de Champagne et d'Aishihik, Brian est sous-ministre adjoint des Relations avec les Autochtones au gouvernement du Yukon.



Le 14 février 1973, Elijah Smith et des leaders des Premières Nations du Yukon ont présenté *Together Today for our Children Tomorrow* au gouvernement canadien. Ce document est à la base des négociations des ententes définitives et des ententes sur l'autonomie gouvernementale du territoire. (Photo : Archives du Yukon, collection Judy Gingell, 98/74, n° 1)



Lorsqu'il est question de ces documents nationaux et internationaux, Peter Johnston, grand chef du Conseil des Premières Nations du Yukon, est catégorique : les Premières Nations du territoire ont exprimé très clairement leur vision de la réconciliation bien avant la publication des appels à l'action et de la Déclaration.

« La priorité, c'est d'utiliser les outils que nous avons négociés pendant plus de 20 ans, explique-t-il. Le Yukon a les meilleurs accords du pays, peut-être du monde entier. »

Selon lui, on étudie et on scrute les Premières Nations du territoire et on leur trouve des maux depuis des années, et cela doit absolument cesser, car il est temps d'exécuter concrètement les accords.

« La Déclaration et les appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation viennent valider la vision des dirigeantes et dirigeants des Premières Nations qui ont produit *Together Today for Our Children Tomorrow*, l'Accord-cadre définitif et les ententes sur l'autonomie gouvernementale, affirme Brian. Leur vision de l'autonomie était celle d'un Yukon prospère, où les Premières Nations étaient des partenaires à part entière. »

« Les appels à l'action et la Déclaration orientent l'approche du gouvernement quant à la réconciliation, mais ce sont les traités modernes et nos priorités communes – fixées dans le cadre du dialogue entre les gouvernements et du Forum du Yukon – qui l'encadrent », précise le premier ministre Pillai.

Un manque d'effectif

La gouvernance au Yukon s'est transformée entre 1993 et 2005, avec la signature de l'Accord-cadre définitif et des 11 ententes définitives sur l'autonomie gouvernementale, en plus des changements découlant du transfert de responsabilités.

Le gouvernement du Yukon et ceux des Premières Nations du territoire assument tous un rôle relativement nouveau et manquent d'effectif pour s'acquitter de leur mandat élargi.

« Nous traversons tous une période de transition intense, indique Daryn Leas, avocat et membre de la Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in. En raison des revendications territoriales, le gouvernement du Yukon a assumé plus de responsabilités touchant les partenariats et la collaboration avec les Premières Nations. En vertu de l'Accord de transfert des attributions, il doit aussi s'occuper des ressources en eau ainsi que des ressources foncières et forestières. C'est beaucoup de pression pour le personnel. »



Le 29 mai 1993 a été signé l'Accord-cadre définitif entre le gouvernement du Canada, le gouvernement du Yukon et le Conseil des Premières Nations du Yukon. Le Conseil des Tlingits de Teslin, les Premières Nations de Champagne et d'Aishihik, la Première Nation des Gwitchin Vuntut et la Première Nation des Nacho Nyak Dun ont également signé leurs ententes définitives et leurs ententes sur l'autonomie gouvernementale. (Photo : Gouvernement du Canada)

Le grand chef Johnston s'inquiète également de ce manque d'effectif : « Les Premières Nations du territoire devraient avoir un rôle à jouer dans tous les aspects de la gouvernance du Yukon, mais on n'arrive pas à saisir toutes ces occasions. Le manque d'effectif est un gros problème. »

Il souligne que maintes Premières Nations du territoire souffrent encore des conséquences de la colonisation. Beaucoup de gens arrivent tout juste à survivre, car ils doivent composer avec une consommation d'opioïdes, la pauvreté et des traumatismes.

« Notre réussite dépend des ressources humaines, tant du côté des Premières Nations que de celui du gouvernement », affirme Brian. Concernant la croissance démographique au Yukon et l'arrivée de nouvelles et nouveaux fonctionnaires, il estime qu'il sera important de recruter et de garder en poste des personnes qui comprennent l'importance des relations entre le gouvernement territorial et ceux des Premières Nations ainsi que des traités du Yukon. Selon lui, la solution passe inévitablement par un système d'éducation solide.

Des négociations à l'exécution

D'après Daryn, le Yukon est un exemple pour le reste du Canada, car aucun autre territoire ni aucune province ne compte autant de gouvernements autonomes, ce qui donne lieu à une situation unique en son genre – la gouvernance collaborative.

Les relations entre le gouvernement du Yukon et ceux des Premières Nations se transforment au fil de la transition des négociations vers l'exécution. Les dernières ententes définitives et ententes sur l'autonomie gouvernementale ont été signées en 2005 avec les Premières Nations des Kwanlin Dün et de Carcross/Tagish.

Daryn et Brian font remarquer que la nature des relations est passée de conflictuelle pendant les négociations à collaborative pour l'exécution des ententes, et qu'il s'agit là d'une grande adaptation pour tout le monde.

« Négocier est difficile, explique Daryn, qui a participé aux négociations sur les revendications territoriales. Le processus est tendu et frustrant pour toutes les parties. »



« Une fois les ententes signées, nous sommes devenus des partenaires de leur exécution, ajoute-t-il. Ce fut difficile parce qu'il faut beaucoup de temps pour établir un climat de confiance, particulièrement avec des gens avec qui on a négocié. »

La clé du succès

« On sait qu'on ne peut pas répondre aux besoins des Yukonnoises et Yukonnais sans aide, indique le premier ministre Pillai. Il faut collaborer étroitement avec les gouvernements des Premières Nations pour faire prospérer l'économie, bâtir des collectivités saines et protéger l'environnement. »

Pour Brian, la réconciliation suppose tout d'abord de reconnaître les torts passés, puis de s'engager à collaborer davantage pour la suite des choses.

« Le Forum du Yukon et le Forum intergouvernemental sont des cadres où nous décidons sur quoi nous concerter comme gouvernements », précise le premier ministre Pillai.

Pour Daryn, la clé du succès, c'est la collaboration : « Il n'est plus possible de gérer le territoire et les ressources en vase clos, selon les champs de compétences de chacun, car si on fonctionne ainsi, cela se traduit par une gestion inefficace et par des services de moindre qualité pour la population. »

Pour Brian, il est clair que la réconciliation est un parcours continu : « Ce ne sera jamais parfait. Il s'agit d'une relation qui évolue, qu'il faut réajuster et rééquilibrer, et il faut être disposé à faire les choses différemment et à se questionner. »

S'adapter au changement

Pour les dirigeantes et dirigeants du Yukon, il est important de faire savoir que réconciliation est synonyme de changement, et que le changement est éprouvant et ne se fait pas en deux temps trois mouvements. La réconciliation suppose d'effacer des décennies de politiques, lois et pratiques gouvernementales colonialistes et racistes, et de changer notre façon de penser, notre culture et nos institutions.

Merci à la Northern Cultural Expressions Society et aux artistes Wayne Price (sculpteur principal), Justin Smith, Duran Henry, feu William Callaghan, Ben Gribben, Owen Munroe, Sara Villeseche, Joshua Lesage et Colin Teramura d'avoir autorisé l'utilisation de cette image du totem de guérison. (Photo : Jolie Patterson)

Conseils pour les fonctionnaires qui œuvrent à favoriser la réconciliation dans le cadre de leur travail et à renforcer les liens avec les gouvernements des Premières Nations du Yukon.



Peter Johnston, grand chef

« Écoute, compréhension, humilité, empathie et bienveillance – ce sont toutes des choses importantes lorsqu'on discute. »

« Participer à nos événements et passer du temps dans nos communautés. »

« Comprendre notre histoire : c'est la façon la plus simple de la saisir. »



Brian MacDonald

« Le gouvernement doit se montrer collaboratif. Pour être efficace, il faut tisser ces liens. »

« Faire preuve de curiosité et adopter une approche collaborative. »



Ranj Pillai, premier ministre

« Trouver des intérêts communs et garder le cap sur les solutions. »

« Les gens vivent des moments difficiles et ont besoin d'aide maintenant. La réconciliation, c'est notre responsabilité collective. »



Daryn Leas

« Prendre le temps de comprendre les ententes sur les revendications territoriales et la vision que présente si bien *Together Today for Our Children Tomorrow*. »

« Leur héritage, c'est une feuille de route qui guide la façon dont nous allons collaborer et avancer. »



Les membres du groupe de travail sur les pensionnats autochtones et les enfants disparus au Yukon (de gauche à droite : Deborah Dupont, gestionnaire du projet, Adeline Webber, ancienne présidente, et Judy Gingell, actuelle présidente) prennent la parole lors d'une rencontre communautaire à Carcross. (Photo : Première Nation de Carcross/Tagish/Max Leighton)

À la recherche de réponses et d'apaisement pour les familles d'enfants disparus

Avertissement :
Cet article contient de l'information sur les pensionnats et la recherche d'enfants disparus.

Pouvez-vous imaginer envoyer votre enfant à l'école et ne plus jamais le revoir? C'est ce qu'ont vécu des familles du Yukon pendant des décennies.

« Beaucoup de gens ont le cœur brisé ici, affirme Judy Gingell. Ils n'ont pas de réponses. » Judy préside le groupe de travail sur les pensionnats autochtones et les enfants disparus au Yukon, qui œuvre à retrouver les enfants disparus des pensionnats du territoire.

Au Yukon, six pensionnats étaient en activité de 1903 à 1985 : le pensionnat Chooutla à Carcross; la résidence Coudert, la résidence Yukon et l'école de la mission baptiste à Whitehorse; le pensionnat de Shingle Point à Shingle Point sur la côte arctique; et le pensionnat St. Paul à Dawson. Le pensionnat de Lower Post, dans le Nord de la Colombie-Britannique, a aussi accueilli des élèves des Premières Nations du Yukon. Chaque établissement était dirigé par un ordre religieux différent et financé par le gouvernement fédéral.

Les pensionnats ne rimaient pas avec enfance heureuse. Certains enfants qui y ont été envoyés ne sont jamais revenus chez eux. Parfois, des enfants malades

étaient envoyés dans des hôpitaux à l'extérieur du territoire, où ils mourraient et étaient enterrés. Dans d'autres cas, c'est un mystère total. Beaucoup de parents n'ont jamais su ce qui est arrivé à leurs enfants.

La réalité sur la vérité et la réconciliation

Le groupe de travail sur les pensionnats autochtones et les enfants disparus au Yukon s'est donné pour mission de découvrir ce qui est arrivé à ces enfants pour aider les familles qui pleurent encore leur disparition à tourner la page, dans une certaine mesure.

« C'est la véracité qu'on recherche dans la vérité et la réconciliation », explique Judy.



Des techniciennes et techniciens de GEOSCAN ont effectué des recherches par géoradar au pensionnat Choooutla en juin 2023. (Photo : Première Nation de Carcross/Tagish/Max Leighton)

Aînée respectée de la Première Nation des Kwanlin Dün, leader et survivante des pensionnats, Judy participe au projet depuis 2021.

« Pour guérir, il est essentiel de savoir ce qui est arrivé à sa famille et à ses proches, et ce qui s'est passé dans nos collectivités », précise-t-elle.

Concertation

Le projet est mené par un groupe de travail composé de représentantes et représentants de chaque Première Nation qui s'est attelé à cette tâche difficile, mais essentielle, pour toutes les Premières Nations du territoire.

Le groupe a amorcé sa recherche de réponses au pensionnat

Choooutla, en activité de 1903 à 1969. Plus de 1 300 élèves du Yukon, des Territoires du Nord-Ouest et du Nord de la Colombie-Britannique ont été forcés de le fréquenter. Le bâtiment a été démoli en 1993.

Le Yukon est le seul endroit au pays à avoir adopté une approche territoriale coordonnée pour la recherche des enfants autochtones disparus.

« Nous sommes toutes et tous unis dans cette épreuve, affirme Judy. Des enfants de partout au Yukon ont été envoyés dans les pensionnats. C'est donc logique qu'on se serre les coudes, qu'on s'entraide et qu'on présente un front uni. »

L'équipe se réunit régulièrement avec les membres du groupe de travail et les dirigeantes et dirigeants des Premières Nations, et collabore avec les collectivités pour décider comment mener ces travaux délicats.

Deborah Dupont, la gestionnaire du projet, explique que le groupe de travail recueille de l'information auprès de différentes sources pour tenter de trouver les réponses que les familles et les collectivités cherchent. Le groupe a retenu les services de la firme Know History pour les recherches archivistiques.

Pendant ses travaux, la Commission de vérité et réconciliation a identifié 20 élèves disparus du pensionnat Choooutla. Mais des recherches plus poussées ont permis de recenser 33 décès jusqu'à maintenant, un chiffre qui pourrait encore augmenter.

« Pour guérir, il est essentiel de savoir ce qui est arrivé à sa famille et à ses proches, et ce qui s'est passé dans nos collectivités », précise-t-elle.



Harold Gatensby, à gauche, est un survivant du pensionnat Choooutla. Violet Gatensby, sa fille, est une artiste; elle a peint une œuvre commémorative sur le terrain du pensionnat. (Photo : Première Nation de Carcross/Tagish/Max Leighton)

Le groupe de travail rencontre également des survivantes et survivants pour recueillir leurs témoignages sur les enfants décédés ou disparus, afin de déterminer où des recherches par géoradar devraient être menées au pensionnat pour trouver des sépultures anonymes.

Un travail qui ne fait que commencer

Survivant du pensionnat Choooutla, Harold Gatensby habite près des lieux. Selon lui, les gens du coin savent que les esprits des enfants sont encore présents, mais qu'il n'y a rien à craindre. « Ils veulent simplement faire connaître leur présence, explique-t-il. Ces enfants – ces esprits qui continuent d'errer – veulent qu'on sache qu'ils sont là pour nous inciter à agir. »

Pour lui, cette prise de conscience apporte une certaine paix.

« Tout ça traîne depuis trop longtemps, soutient-il. J'habite ici depuis 40 ans et à mon avis, le travail ne fait que commencer pour nettoyer ce gâchis et réparer les pots cassés. »

Des réponses et des questions qui subsistent

Le groupe de travail en est à une étape cruciale

de son enquête sur le pensionnat Choooutla. L'équipe de GEOSCAN a terminé ses premières recherches par géoradar cet été et lui a transmis les résultats.

Le rapport de GEOSCAN fait état de 15 tombes potentielles près du pensionnat, des constats qui cadrent avec les récits de la population et des survivantes et survivants.

Les recherches archivistiques pourraient fournir plus d'information aux familles endeuillées. Dans certains cas, les documents d'archives indiquent où ont été enterrés les enfants qui ont été envoyés dans des hôpitaux d'autres provinces. Les familles concernées pourraient alors enfin faire leur deuil et tenir des cérémonies.

C'est ce qui motive le groupe à poursuivre son travail.

«C'est un travail qui doit être fait pour apporter une certaine paix à la population. Depuis combien d'années est-elle dans le noir, à attendre des réponses? », se demande Judy.

Le groupe a communiqué aux dirigeantes et dirigeants des Premières Nations les constats de GEOSCAN et de Know History pour les aider à décider des prochaines étapes. Pour Judy, il ne fait aucun doute que ce travail doit être guidé par

les communautés autochtones, et que les cérémonies joueront un rôle crucial dans la guérison et le passage au prochain chapitre. Le groupe collaborera étroitement avec ces communautés pour déterminer comment bien appliquer les constats.

Les données collectées dans le cadre du projet seront éventuellement saisies dans une base de données gérée par les Premières Nations pour garder la trace de l'histoire des pensionnats au Yukon.

siècle d'oppression, à se faire dire qu'on est bon à rien et qu'on ne réussira jamais à accomplir quoi que ce soit. Ça affecte les gens. »

Artiste et fille de Harold, Violet Gatensby dit que ses parents lui ont donné la vie qu'ils n'ont jamais eue, mais qu'elle a quand même ressenti les répercussions intergénérationnelles des pensionnats : « Quand j'étais enfant, j'avais peur de ne pas être à la hauteur. Et quand j'y repense maintenant, je réalise que c'est

ce morceau de béton sans penser à tout ce qui me venait en tête. Maintenant, quand je passe devant, je le vois plutôt comme un symbole d'espoir. L'époque des pensionnats est derrière nous, il faut maintenant regarder vers l'avant. »

Judy affirme que le dialogue sur les pensionnats et l'information découverte aident certaines personnes à s'ouvrir : « J'en fais partie, ajoute-t-elle. Je n'ai jamais parlé des pensionnats à mes enfants. J'avais laissé tout ça derrière moi. »

Ces enfants – ces esprits qui continuent d'errer – veulent qu'on sache qu'ils sont là pour nous inciter à agir. »

Guérir d'un passé douloureux

« Beaucoup de gens ici boivent et consomment des drogues, surtout pour engourdir leurs émotions, car les souvenirs remontent à la surface, explique Judy. On est nombreux à n'avoir jamais appris comment être parent. »

Revenant sur sa propre expérience, elle ajoute qu'on apprenait aux enfants à parler quand c'était leur tour seulement et à se taire, sinon, on leur administrait une correction.

« La vérité, c'est que tant qu'on n'aura pas fait face aux conséquences des pensionnats, on ne pourra pas avancer », indique Harold.

« Les membres des Premières Nations sont des gens exceptionnels, poursuit-il. Ce que nous sommes aujourd'hui ne nous représente pas. C'est ce que nous sommes devenus à cause d'un

à quoi mon père faisait référence quand il parlait de traumatismes intergénérationnels. »

Elle réalise les espoirs de son père et s'approprie sa culture par son art : « Je veux que les gens regardent mes œuvres et se disent à quel point notre culture est résiliente et belle, plutôt que de voir le sombre passé avec lequel on doit toutes et tous apprendre à vivre. »

Elle a créé une œuvre commémorative à partir d'un morceau de béton des marches de l'ancien pensionnat Chooutla. Cette œuvre représente les enfants qui ont réussi à traverser cette tempête... et ceux qui ne s'en sont pas sortis.

« Je me souviens d'avoir joué sur ce morceau de béton quand j'étais enfant; que de plaisir! Mais après avoir découvert l'histoire qu'il cachait, ce n'était plus amusant du tout. Je voulais pouvoir regarder

Trouver du réconfort dans sa communauté et sa culture

Le groupe de travail sait que ce processus sera douloureux pour beaucoup. C'est pourquoi ses membres expliquent aux gens qu'ils doivent se préparer aux émotions qui pourraient remonter à la surface. Les communautés doivent se préparer en créant des groupes d'aide et en organisant des cérémonies pour favoriser la guérison.

Selon Judy, le projet présente aussi un potentiel de guérison.

« Ces découvertes vont éveiller beaucoup de choses, reconnaît-elle. Peut-être que beaucoup de parents vont commencer à s'ouvrir à leurs enfants, car dans les faits, bien des enfants ne sont même pas au courant de ce que leurs parents ont vécu. »

Sans vérité, sans compréhension et sans réponse, les pensionnats pourraient demeurer une plaie ouverte pour bien des personnes.



Violet Gatensby a créé une œuvre commémorative sur ce morceau de béton qui faisait partie des marches du pensionnat Choooutla. Elle affirme que son œuvre représente les enfants qui ont réussi à traverser cette tempête qu'ils ne méritaient pas... et ceux qui ne s'en sont pas sortis. (Photo : Première Nation de Carcross/Tagish/Max Leighton)

Aide aux survivantes et survivants et à leurs familles

- ▶ Ligne d'écoute nationale des pensionnats indiens (24 h/24) : **1-866-925-4419**.
- ▶ Committee on Abuse In Residential Schools (CAIRS) : services d'intervention et de counseling pour les survivantes et survivants des pensionnats au **867-667-2247**.
- ▶ Services de consultation rapide du gouvernement du Yukon : **867-456-3838**

Communiquez avec le gouvernement de votre Première Nation pour connaître les services et ressources à votre disposition.

Ce projet, qui représente un pas important vers la guérison pour les collectivités du Yukon, trouve véritablement ses racines dans la force, la résilience et l'unité des membres des Premières Nation du territoire.

« Le plus important, c'est de s'entraider, de se serrer les coudes et d'être là les uns pour les autres quand des découvertes sont faites », affirme Judy.





Les Services de préservation familiale du CPNY mettent une salle de jeux à la disposition des familles qui se rendent dans ses locaux pour une visite familiale, un rendez-vous ou une rencontre. (Photo : Cathie Archbould)

Passer de l'intervention à la prévention dans le système de protection de l'enfance du Yukon

La protection de l'enfance est quelque chose de complexe qui évolue constamment. Certaines familles doivent composer avec des traumatismes aux dimensions multiples, souvent intergénérationnels, et pour les familles autochtones et des Premières Nations du Yukon, bon nombre de ces traumatismes découlent des dizaines d'années d'application de politiques racistes par les gouvernements fédéral et territorial.

Les racines de ce legs sont profondes, mais les Premières Nations et le gouvernement du Yukon collaborent pour changer les choses.

Directrice générale du Conseil des Premières Nations du Yukon (CPNY), Shadelle Chambers s'occupe de la plupart des dossiers de l'organisation touchant la protection de l'enfance.

« Les enfants des Premières Nations du Yukon sont surreprésentés dans le système de protection de l'enfance, affirme-t-elle. Les Premières Nations du territoire doivent avoir leur mot à dire pour que

les pratiques et politiques de protection de l'enfance tiennent compte de leurs besoins et de leur passé. »

Grâce à la modification de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*, les Premières Nations sont désormais au cœur du processus. Les changements ont été décidés avec les Premières Nations, qui sont maintenant incluses dans la *Loi* en tant que participantes du système.

Leeann Kayseas, directrice des Services à la famille et à l'enfance du gouvernement du Yukon, est d'avis que la *Loi* évoluera toujours et que certains éléments en seront retirés à mesure que les programmes de prévention deviendront plus courants, car on aura moins besoin de services de protection.

C'est là le but ultime : passer, en protection de l'enfance, de l'intervention à la prévention au moyen d'un soutien complet aux familles. La *Loi* oblige le gouvernement du Yukon à fournir du soutien culturel, mais il n'est pas nécessairement le mieux placé pour le faire.



Le personnel des Services de préservation familiale du CPNY offre des services de soutien culturellement adaptés et complets aux familles autochtones et des Premières Nations du Yukon. (Photo : Cathie Archbould)

Il conclut donc des contrats avec le CPNY pour la prestation de certains services complets culturellement adaptés.

Selon Shadelle, il s'agit d'un partenariat fructueux et d'un modèle à envisager pour d'autres ressources et services Government.

Les Services de préservation familiale du Conseil des Premières Nations du Yukon proposent une variété de services grâce au financement des gouvernements du Canada et du Yukon : programmes culturels, ressources pour les intervenantes et intervenants en soutien prénatal

et les spécialistes de la naissance, application du principe de Jordan et aide aux familles dans le système de protection de l'enfance

Selon Leeann, la différence se voit dans la collectivité :

« Les familles qui recouraient aux Services à la famille et à l'enfance peuvent maintenant décider d'opter pour des programmes du CPNY ou de leur Première Nation. Les familles que nous voyons désormais sont celles qui présentent des besoins criants. »

Et pour elle, c'est là le but : « Je pense que l'équipe des Services à la famille et à l'enfance deviendra de plus en plus petite, car avec les solides mécanismes de prévention qui sont en place, nous n'aurons plus besoin de services de protection. »

Et même si l'équipe des Services à la famille et à l'enfance est maintenant légalement tenue de collaborer avec les Premières Nations du territoire, cela va au-delà de la simple obligation.

« C'est plus qu'une exigence : c'est une responsabilité, un véritable honneur, affirme Leeann. Je m'imagine mal ne pas travailler avec les Premières Nations du Yukon, car sans cette collaboration, nous n'allons pas dans la bonne direction. »

« Les enfants des Premières Nations du Yukon sont surreprésentés dans le système de protection de l'enfance. »



Le personnel des Services de préservation familiale du CPNY en réunion de gestion de cas pour garantir l'offre de tous les services nécessaires. (Photo : Cathie Archbould)

L'un des projets en chantier, la stratégie sur les aidantes et aidants naturels, vise à éliminer les obstacles et à opérer des changements pour recruter et maintenir en poste plus d'aidantes et aidants autochtones et des Premières Nations pour les situations où des enfants doivent être placés à l'extérieur de leur foyer.

« Pour qu'un enfant s'épanouisse, il doit garder ses liens avec sa communauté et sa culture, et le meilleur moyen d'y parvenir, c'est de garder nos enfants dans leur milieu pour qu'ils soient élevés par des gens leur ressemblant », explique Shadelle.

Cette collaboration et l'appui croissant pour des programmes dirigés par les Premières Nations du Yukon changent le visage de la protection de l'enfance dans le territoire.

« Il y a à peine cinq ans, les familles n'avaient pas beaucoup de choix, indique Shadelle. Elles devaient faire appel aux Services à la famille et à l'enfance si elles étaient aux prises avec des problèmes de pauvreté ou de dépendance. Aujourd'hui, les Premières Nations du territoire et des organisations comme le CPNY, ses Services de préservation familiale et la Direction de

l'éducation des Premières Nations du Yukon, proposent beaucoup plus de services et de ressources. »

Pour rétablir l'équilibre dans le système de protection de l'enfance, il faut du temps, mais surtout des liens reposant sur la confiance et la collaboration. Le gouvernement et les Premières Nations du Yukon font équipe pour faire face, ensemble, à la complexité de ce changement systémique et aux défis qui en découlent.





Le gouvernement de la Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in a organisé un atelier sur la médecine traditionnelle pour les familles et les enfants. (Photo : Gouvernement des Tr'ondëk Hwëch'in)

Faire équipe pour servir et aider les familles des Premières Nations

En juin 2023, le gouvernement de la Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in et le gouvernement du Yukon ont signé un protocole d'entente pour une prestation collaborative des services à l'enfance et à la famille.

Ce protocole oriente la collaboration des deux administrations, du personnel de première ligne aux cadres, et prévoit des approches globales tenant compte des traumatismes pour assurer la sécurité culturelle.

Directrice des Services à l'enfance et à la famille du gouvernement du Yukon, Leeann Kayseas affirme qu'il revient légalement aux Services de voir à la sécurité et au bien-être des enfants vulnérables en fournissant des services aux enfants et aux familles.

« Les Services à l'enfance et à la famille collaborent avec les

familles et les Premières Nations du Yukon pour que les enfants conservent leurs liens avec leur famille, leur collectivité et leur culture lorsque nous leur fournissons des services », explique-t-elle.

Tisser des liens

Allison Kormendy est directrice de Ni'eh̄yat Nidäh̄jì' (Our Families, our Future), un organisme de la Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in qui administre, gère et offre des programmes et services aux enfants, aux jeunes et aux familles de la Première Nation. Elle explique que le protocole d'entente avec le gouvernement du Yukon repose sur les valeurs et principes des Tr'ondëk Hwëch'in.

« Il reflète les valeurs qui nous sont chères, soit l'intégrité, l'équilibre, l'interdépendance, le respect, la responsabilisation, la coopération,

la sécurité culturelle, l'égalité réelle et la transparence. »

Leeann ajoute qu'il faut notamment collaborer avec chaque gouvernement des Premières Nations du territoire pour que le protocole tienne compte des différentes croyances et valeurs traditionnelles.

« On s'assoit ensemble et on discute de ces questions en profondeur », raconte-t-elle.

Cette approche peut favoriser les relations et réunit les deux gouvernements dans un cadre de reconnaissance et de respect mutuels.

Le processus rappelle à Allison un conseil qu'une personne Aînée de la Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in lui a récemment donné, soit qu'il faut apprendre à

chevaucher deux mondes, celui de ses traditions et de sa culture, et le monde moderne avec ses lois et politiques.

Directrice de l'administration de la justice pour la Première Nation des Kwanlin Dün, Terri Cairns encadre les services de soutien à l'enfance et à la famille, de justice réparatrice et de sécurité communautaire, et de loisirs.

Dans les trois dernières années, les services et ressources pour les enfants et les familles de la

de protection de l'enfance qui assurent la sécurité des enfants de la Première Nation, tout en préservant leurs liens avec leur famille, leur collectivité et leur culture », précise Terri.

Rendre les collectivités plus fortes

Les ententes sur la protection de l'enfance entre le gouvernement du Yukon et les Premières Nations marquent une étape importante vers la collaboration.

notre sagesse à nos processus et politiques », ajoute-t-elle.

En 2018, le gouvernement du Yukon a mis sur pied une équipe de soutien à la famille dans le lotissement McIntyre pour la Première Nation des Kwanlin Dün.

« On peut dorénavant intégrer les apprentissages issus de nos expériences, de notre savoir et de notre sagesse à nos processus et politiques », ajoute-t-elle.

En 2018, le gouvernement du Yukon a mis sur pied une équipe de soutien à la famille dans le lotissement McIntyre pour la Première Nation des Kwanlin Dün.

L'équipe offre des services d'intervention et effectue des visites à domicile, mais comme le prévoit le protocole d'entente, les travailleuses et travailleurs sociaux des Services à l'enfance et à la famille ne peuvent rencontrer une famille ou faire une visite à domicile qu'en présence d'une agente ou un agent de liaison des Services à la famille et à l'enfance de la Première Nation des Kwanlin Dün.

Terri affirme que le projet a favorisé la réconciliation et a eu des retombées positives pour les familles.

« Il s'agissait d'un projet pilote collaboratif qui a permis de développer une approche cohérente et culturellement adaptée des pratiques de protection de l'enfance dans la Première Nation des Kwanlin Dün », explique-t-elle.

Réappropriation des pouvoirs

Selon les ententes définitives, les Premières Nations du Yukon peuvent administrer et gérer leurs propres programmes et services à l'enfance.

« Il faut apprendre à chevaucher deux mondes, celui de ses traditions et de sa culture, et le monde moderne avec ses lois et politiques. »

Première Nation ont plus que doublé, mais ça n'a pas toujours été ainsi.

Après des années de tension avec le gouvernement du Yukon à propos des travailleuses et travailleurs sociaux qui prennent en charge les enfants, la Première Nation et l'administration territoriale ont mis sur pied, en 2011, un comité de liaison responsable de la protection de l'enfance. Le comité a servi de cadre pour l'échange d'information, la planification concertée, et l'instauration et l'évaluation des services de protection de l'enfance.

En 2012, la Première Nation des Kwanlin Dün et le gouvernement du Yukon ont signé un protocole d'entente – le premier en son genre – qui officialisait leur relation de travail et a contribué à ouvrir les voies de communication et à réparer les préjudices passés.

« Le protocole repose sur des buts communs, soit fournir des programmes et services

Selon Allison, elles garantissent aux familles et aux enfants de la Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in des services de soutien complets.

« Je crois que les retombées de certains programmes et services seront astronomiques, soutient-elle. Les familles obtiendront l'aide dont elles ont besoin en toute sécurité. »

Pour l'équipe de Leeann, ces ententes clarifient les rôles entre les deux gouvernements.

« Elles nous aident à véritablement comprendre la nature de cette relation et l'approche à adopter avec les familles », indique Leeann.

Allison estime que beaucoup de mécanismes gouvernementaux ne fonctionnent pas avec les Autochtones, mais que le protocole d'entente offre l'occasion de tirer des leçons des erreurs passées et d'aller de l'avant.

« On peut dorénavant intégrer les apprentissages issus de nos expériences, de notre savoir et de



La Première Nation des Kwanlin Dün a organisé une chasse à l'orignal pour les jeunes dans le cadre de ses services à l'enfance et à la famille et de ses programmes de loisirs. (Photo : Première Nation des Kwanlin Dün)

Leeann considère son travail comme une solution à court terme, sachant que les Premières Nations du territoire ont compétence sur les services à l'enfance et à la famille, et que le gouvernement du Yukon n'assure la prestation de ces services que dans l'intervalle.

Selon elle, il revient aux Services à l'enfance et à la famille, en tant que fournisseur de services, de trouver la meilleure façon de travailler avec les Premières Nations du Yukon en application de la *Loi sur les services à l'enfance et à la famille*.

« Il faut trouver comment y arriver ensemble pour que les familles, les enfants et les jeunes reçoivent les services nécessaires, et que la Première Nation participe au processus », affirme-t-elle.

À Dawson, Ni'ehtyat Nidähji, l'organisme que dirige Allison, en est encore à ses balbutiements.

Avec l'aide de la population et du gouvernement des Tr'ondëk

Hwëch'in, l'organisme grandit et s'adapte pour mieux répondre aux besoins de la collectivité.

Selon Allison, la priorité de la Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in sera d'obtenir compétence sur ces services et de se doter de lois qui intègrent ses valeurs et principes aux politiques, une étape importante dans son parcours vers l'autodétermination.

Dans la Première Nation des Kwanlin Dün, la transition est déjà amorcée. En 2020, l'équipe de liaison des services à l'enfance et à la famille de la collectivité s'occupait déjà des dossiers et n'avait plus besoin de l'aide de l'équipe de soutien à la famille du gouvernement.

Selon Terri, les chiffres témoignent de l'amélioration des services.

« Le nombre de dossiers de protection de l'enfance a diminué, tout comme le nombre d'enfants de la Première Nation pris en charge », explique-t-elle.

En 2023, la plupart des dossiers de l'équipe concernent des familles de la Première Nation ayant demandé elles-mêmes de l'aide avant que leur situation ne s'aggrave, alors qu'il y a trois ans, la plupart touchaient la protection de l'enfance.

Les Premières Nations et le gouvernement du Yukon se concertent pour trouver des méthodes de collaboration qui permettent d'aider au mieux les enfants et de changer concrètement et positivement les choses pour les familles.



Ni'ehtyat Nidähji' (Our Families, our Future), un organisme de la Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in, organise des journées d'activités familiales dans le cadre de ses services aux familles et aux enfants. (Photo : Gouvernement des Tr'ondëk Hwëch'in)



La Première Nation des Kwanlin Dün a organisé un atelier de tannage de peaux pour que les Aînés et Aînées et les jeunes puissent tisser des liens autour de cette tradition importante. (Photo : Première Nation des Kwanlin Dün)

Ententes sur la protection de l'enfance entre le gouvernement du Yukon et les Premières Nations du territoire

Les Services à la famille et à l'enfance ont conclu des protocoles d'entente ou des ententes avec plusieurs Premières Nations du Yukon. Ces accords et protocoles viennent améliorer les relations en renforçant la collaboration et la communication, dans une optique de concertation pour mieux servir les enfants et les familles ayant besoin d'aide.

Protocoles signés

- ▶ Première Nation des Kwanlin Dün – 2011
- ▶ Première Nation de Kluane – 2016
- ▶ Conseil des Ta'an Kwäch'än – 2020
- ▶ Première Nation de Carcross/Tagish – 2021
- ▶ Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in – 2023





En novembre 2022, les commissaires de la Commission scolaire des Premières Nations ont été assermentés lors d'une cérémonie pleine d'émotion à l'École primaire Grey Mountain. (Photo : Ministère de l'Éducation)

Bâtir un nouveau système d'éducation pour l'ensemble des Yukonnaises et Yukonnais

L'an dernier, pendant que les élèves se préparaient à la rentrée scolaire à Dakwākāda (Haines Junction), le saumon sockeye remontait à Klukshu.

Après des décennies de faibles montaisons, un nombre record de saumons sont remontés au village de pêche de Dakwākāda des Premières Nations de Champagne et d'Aishihik.

Le retour du saumon est un signe de renouveau de la culture et des traditions, et la nouvelle année scolaire, une promesse de plus de culture, de langue et de connaissances en classe sous l'égide de la nouvelle Commission scolaire des Premières Nations du Yukon.

En février 2022, huit communautés scolaires ont voté

en faveur de l'adhésion de leurs écoles publiques à la nouvelle Commission, notamment l'École St. Elias de Dakwākāda. En août 2023, trois autres écoles ont fait de même.

Concrétiser la vision

Dans les Premières Nations de Champagne et d'Aishihik, Dän nāthe äda K'úkhjá (chef Barb Joe), croit que la nouvelle Commission scolaire concrétise la vision de *Together Today for our Children Tomorrow*.

« Cette vision remonte à 50 ans et nous guide dans notre travail aujourd'hui », dit-elle.

Jeanie McLean, ministre de l'Éducation, abonde dans le même sens. Elle explique que les deux tiers du document portaient sur l'éducation.

« Il y avait une profonde compréhension de l'aspect essentiel de l'éducation pour l'avenir des Premières Nations du Yukon », raconte-t-elle.

L'adhésion à la Commission scolaire permet aux Premières Nations de partager le pouvoir concernant le fonctionnement et les politiques des écoles sur leur territoire traditionnel.

« En tant que Première Nation autonome, le pouvoir et la responsabilité d'éduquer nos enfants font partie de notre droit inhérent. Le pouvoir revient à la communauté. »

Dän nāthe äda K'úkhjá explique que l'adhésion à la Commission scolaire permettra aux écoles d'intégrer la langue dakwanje (tutchone du Sud) et le dän k'e

(notre façon de faire) aux programmes d'études pour avoir une approche pédagogique autochtone globale, multigénérationnelle et basée sur la nature dans le système d'éducation.

Connaissons-nous toujours notre système? Parce que nous avons été assimilés par les pensionnats et un système d'immersion en anglais. »

de l'éducation et dès qu'on en déroge, tout peut se compliquer énormément. »

Rétablir les relations

Melissa Flynn, directrice générale de la Commission scolaire des Premières Nations du Yukon, et son équipe tentent justement de changer la donne.

Melissa décrit sa première année à la Commission scolaire comme un véritable tourbillon.

« Nous avons passé beaucoup de temps à nous déplacer, à manger ensemble et à apprendre à nous connaître. Notre travail, c'est de vraiment écouter les aspirations de la population. » Melissa affirme qu'une partie importante du plan stratégique de la Commission consiste à outiller les collectivités.

« Nous comptons sur les collectivités et les gouvernements des Premières Nations pour nous guider et pour orienter les mesures prises par chaque école », explique-t-elle.

L'un des changements que la Commission veut opérer, c'est de prendre les décisions en fonction des apprenantes et apprenants.

« Nous écoutons les familles et vérifions qu'elles participent au processus décisionnel. Nous voulons rendre les écoles sûres et accueillantes pour les élèves et les familles », indique Melissa.

Elle affirme qu'il faudra du temps pour rétablir les relations avec les Premières Nations du Yukon.

« Historiquement, les collectivités ne font pas confiance au système d'éducation. Nous en sommes toujours à établir des liens de confiance. »

Dän nãthe äda K'úkhtiá (chef Barb Joe) croit que la nouvelle Commission scolaire concrétise la vision de Together Today for our Children Tomorrow.

Bâtir un nouveau système

Melanie Bennett est la directrice générale de la Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon. Elle précise que les Premières Nations se sont battues pour un meilleur système d'éducation pendant des décennies, mais qu'elles opèrent de vrais changements depuis quelques années.

En 2016, le Plan d'action conjoint en matière d'éducation entre les 14 Premières Nations du Yukon, le gouvernement du Yukon et le gouvernement du Canada a été mis sur la glace, et l'écart de performance entre les élèves autochtones et non autochtones se creusait d'année en année.

Le Comité des chefs sur l'éducation a décidé d'agir et a commencé à discuter avec les Aînées et Aînés et les gardiennes et gardiens du savoir de la création d'un système d'éducation dirigé par les Premières Nations.

Melanie raconte que les Premières Nations ont commencé à imaginer un nouveau système.

« Les gens y ont vraiment réfléchi. Des gardiennes et gardiens du savoir demandaient :

Se servant de la Loi sur l'éducation, les Premières Nations du Yukon ont recommandé la création, par le Comité des chefs sur l'éducation, d'une Commission scolaire des Premières Nations.

Changer les mentalités

Melanie explique que les Premières Nations veulent un modèle d'éducation à leur image et sur lequel elles ont le contrôle.

Pour les Premières Nations, l'apprentissage est plus relationnel et s'échelonne sur le long terme. Selon elle, c'est une approche très différente du modèle actuel, qui est fondé sur le colonialisme.

« Notre système d'éducation actuel est pratiquement un modèle industriel. Les résultats doivent respecter les normes établies, puis une fois les études terminées, on est lancé dans le vrai monde et on doit se débrouiller. » Melanie affirme que tout le monde peut profiter de l'approche des Premières Nations, mais que des changements de mentalités sont nécessaires.

« Ce ne sont pas que les Premières Nations qui sont assimilées par ce modèle, c'est l'ensemble de la société. On a une image



La troupe Dakwākāda Dancers ouvre les célébrations lors de l'événement d'inauguration de la Commission scolaire des Premières Nations à l'École St. Elias, à Dakwākāda (Haines Junction). (Photo : Alistair Maitland)

Habiller les Premières Nations du Yukon

Selon l'entente-cadre sur la création d'une Commission scolaire des Premières Nations du Yukon, les gouvernements des Premières Nations ont plus de pouvoir et de contrôle sur l'éducation.

Melissa explique que les écoles en sont déjà à réorganiser leur année scolaire en fonction de leurs pratiques culturelles.

Cette année, l'École Nelnah-Bessie-John de Beaver Creek a modifié son calendrier. La rentrée s'est faite à la fin de juillet, ce qui permettra aux élèves d'avoir des pauses plus fréquentes et plus longues pendant l'année pour passer du temps en famille et faire des activités culturelles. Les Premières Nations de Champagne et d'Aishihik ont fondé leur comité communautaire, ce qui leur permettra de partager le pouvoir de gestion du fonctionnement de l'école, notamment ses plans et politiques, et les programmes locaux et de langues autochtones.

Pour Dän nāthe āda K'úkhjá, le comité permet à la communauté de soutenir les élèves autochtones en favorisant la participation des familles.

La réconciliation par l'éducation

Selon la ministre McLean, l'éducation est essentielle à la réconciliation, qui profite à toute la population du Yukon.

« Le ministère de l'Éducation travaille fort pour bâtir un système public plus inclusif et s'assurer que les écoles permettent à l'ensemble des élèves d'apprendre les traditions et les manières de savoir, de faire et d'être des Premières Nations. » Elle souligne que la Commission scolaire a un rôle important à jouer.

Tout comme le retour du saumon à Klukshu, la nouvelle Commission scolaire a un avenir meilleur pour la prochaine génération.

Commission scolaire des Premières Nations

La Commission a été fondée en février 2022, au lendemain du vote d'adhésion favorable de huit écoles.

Par des comités communautaires, la Commission accorde aux Premières Nations un pouvoir partagé avec le gouvernement du Yukon concernant l'éducation sur leur territoire traditionnel. Les écoles qui en relèvent continuent de suivre le programme de la Colombie-Britannique, mais les cours, les modes d'enseignement et les méthodes d'évaluation sont adaptés à la vision du monde des Premières Nations du Yukon.

Les écoles relevant de la Commission adoptent une approche de l'apprentissage centrée sur l'élève. Les apprenantes et apprenants sont au cœur de chaque décision, suivie des familles, du territoire, des équipes scolaires, des Premières Nations, des comités communautaires, des Aînées et Aînés et des gardiennes et gardiens du savoir.

En 2023, trois autres écoles ont voté leur adhésion à la Commission, qui compte maintenant 11 écoles publiques du territoire.

Commission scolaire des Premières Nations

- ▶ **École Chief-Zzeh-Gitlit** (Old Crow/Première Nation des Gwitchin Vuntut)
- ▶ **École primaire Grey Mountain** (Whitehorse/Conseil des Ta'an Kwäch'än et Première Nation des Kwanlin Dün)
- ▶ **École élémentaire Johnson** (Watson Lake/Première Nation de Liard)
- ▶ **École Nelnah-Bessie-John** (Beaver Creek/Première Nation de White River)
- ▶ **École de Ross River** (Ross River/Conseil Dena de Ross River)
- ▶ **École St. Elia** (Haines Junction/Premières Nations de Champagne et d'Aishihik)
- ▶ **École élémentaire de Takhini** (Whitehorse/Conseil des Ta'an Kwäch'än et Première Nation des Kwanlin Dün)
- ▶ **École secondaire de Watson Lake** (Watson Lake/Première Nation de Liard)
- ▶ **École Eliza-Van-Bibber** (Pelly Crossing/Première Nation de Selkirk)
- ▶ **École Ghùch-TIâ** (Carcross/Première Nation de Carcross/Tagish)
- ▶ **École Kluane Lake** (Destruction Bay et Burwash Landing/Première Nation de Kluane)



En juillet 2023, la Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon a célébré l'ouverture de son nouveau centre de la petite enfance, au 420, Range Road. (Photo : Isidore Champagne)

Une formation culturellement riche pour les éducatrices et éducateurs de la petite enfance

Le gouvernement du Yukon et la Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon s'associent pour offrir une formation conçue et donnée par les Premières Nations aux éducatrices et éducateurs de la petite enfance de tout le territoire.

La Direction a conçu et donné le cours « Comprendre la petite enfance » en partenariat avec l'équipe de l'Initiative de la Famille Martin.

Grâce au soutien financier du fédéral, le gouvernement du Yukon a conclu une entente de trois ans avec la Direction pour donner ce cours aux éducatrices et éducateurs de la petite enfance.

Clara Northcott est directrice de l'Éducation de la petite enfance et des Services de garde au

gouvernement du Yukon. Elle explique que cette entente apporte plus de stabilité et contribue à bâtir une relation de confiance et de collaboration entre le gouvernement du Yukon et la Direction.

« Je pense qu'elle démontre notre engagement à l'égard de la réconciliation; on ne fait pas qu'en parler, on joint le geste à la parole. Ce n'est pas quelque chose qu'on fait une seule fois, c'est une relation importante que nous voulons entretenir. »

Melanie Bennett, directrice générale de la Direction, affirme que le partenariat avec le gouvernement du Yukon se développe. « Ça peut prendre du temps. Nous devons parfois lui demander des comptes, et il doit faire de même. C'est une relation. »

Formation donnée par les Premières Nations

La formation, qui est culturellement riche, a été élaborée avec les contributions des Aînées et Aînés et des gardiennes et gardiens du savoir. Elle engendrera des éducatrices et éducateurs de la petite enfance culturellement compétents et inclusifs qui comprendront les Premières Nations du Yukon.

Les Yukonaises et Yukonnais qui suivent le cours recevront une attestation d'éducatrice ou éducateur de la petite enfance de niveau 1. Le cours sera d'abord donné en milieu rural, où les occasions de perfectionnement professionnel sont plus rares. « C'est une autre façon d'obtenir une atestation de niveau 1 », explique Clara.



La Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon a une équipe de la petite enfance à Old Crow. Elle a organisé un atelier de séchage de poisson cet été. (Photo : Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon)

Le programme de la petite enfance apportera des solutions aux problèmes d'effectif auxquels peuvent être confrontées les collectivités. Il permettra aussi aux éducatrices et éducateurs de se perfectionner et d'obtenir un meilleur salaire.

« Nous voulons que la réconciliation et les programmes culturellement riches se répandent dans le milieu et les services de la petite enfance que nous finançons », déclare Clara.

« Les enfants qui profitent de l'encadrement d'éducatrices et éducateurs de la petite enfance culturellement compétents ont plus de chance de se sentir acceptés et d'avoir une vision positive d'eux-mêmes et de leur famille. »

« Nous voulons que la réconciliation et les programmes culturellement riches se répandent dans le milieu et les services de la petite enfance que nous finançons. »

D'autres personnes peuvent aussi suivre la formation de la Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon. Clara mentionne que le personnel du gouvernement du Yukon a suivi une formation sur la réconciliation et la culture, et que la Direction a aussi formé des propriétaires et des exploitants de services d'éducation de la petite enfance.

L'importance de la petite enfance

Clara affirme que les cinq premières années sont les plus importantes dans la vie d'un enfant. Les expériences façonnent le développement du cerveau, qui est formé à 90 % avant l'âge de cinq ans.

Il y a plusieurs années, Clara a entendu le sénateur Murray Sinclair expliquer qu'il était extrêmement important pour les enfants de savoir d'où ils viennent et ce que l'avenir leur réserve. Selon elle, les partenariats du genre vont dans ce sens.

« Si nous voulons vraiment honorer les appels à l'action, nous devrions pousser les gouvernements des Premières Nations et les gens à diriger et à concevoir ce travail. »



La Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon a tenu une cérémonie pour souhaiter la bienvenue aux nouveau-nés autochtones dans la communauté. Sean Smith, chef de la Première Nation des Kwanlin Dün, et Steve Smith, ancien chef des Premières Nations de Champagne et d'Aishihik, ont remis aux parents de magnifiques serre-têtes ornés de perles pour leurs bébés, fabriqués par Kelly Silverfox. (Photo : Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon)

La Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon offre un soutien complet aux enfants et aux familles

Fondée en 2019, la Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon offre des services complets, comprenant des programmes de nutrition, de défense de l'éducation, de soutien thérapeutique mobile et d'éducation de la petite enfance. Elle fait progresser le processus décisionnel et le pouvoir des Premières Nations en éducation, et propose des programmes fondés sur la culture aux enfants autochtones de 18 ans et moins.

Melanie explique que les programmes de la Direction ont été élaborés en consultation avec toutes les Premières Nations du Yukon pour combler les lacunes en éducation dans les collectivités.

Son équipe de visiteuses et visiteurs de la petite enfance se rend chaque semaine chez les nouveaux parents pour leur apporter du soutien et les saluer, eux qui sont les premiers enseignants des enfants.

L'équipe organise aussi des activités de groupe, comme des rencontres informelles, des cercles de couture et des ateliers. Les visiteuses et visiteurs accompagnent les parents de la grossesse à l'entrée à l'école de l'enfant.

Confiance et respect

Selon Clara « les grands partenariats s'articulent autour de la réconciliation, dans le respect et la confiance. » Melanie insiste aussi sur l'importance de laisser les Premières Nations diriger.

« Cette formation doit être élaborée en partenariat avec la

collectivité, puis donnée dans une perspective autochtone respectueuse. » Ce qui sera le cas, puisque c'est la Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon qui la donne.

« Tant que les Premières Nations dirigent, on parle de réconciliation en action », souligne Melanie.

Clara est reconnaissante de ce partenariat. « Je remercie les responsables du programme d'éducation de la petite enfance et la Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon de nous avoir inclus dans cette formation. »





La Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon organise des rencontres intergénérationnelles qui réunissent des Aînés et Aînées, des gardiennes et gardiens du savoir, des jeunes et des bébés. (Photo : Direction de l'éducation des Premières Nations du Yukon)



Tammy Stoneman et Flora Asp, conseillères en programmes d'études du ministère de l'Éducation, travaillent avec des Aînées et Aînés et des gardiennes et gardiens du savoir pour développer des programmes adaptés à la culture et aux localités pour les écoles. (Photo : Michael Edwards)

Adapter les programmes d'études aux réalités du Yukon

Flora Asp a quitté la Première Nation d'Eabametoong, dans le Nord de l'Ontario, pour s'installer au Yukon il y a 26 ans.

Pendant des années, elle a enseigné à des élèves de la maternelle à la 12^e année en milieu rural au Yukon. Flora explique que sa passion pour l'enseignement et l'éducation lui vient de sa mère, qui a enseigné l'o'jibwé dans le Nord de l'Ontario durant maintes années.

Tammy Stoneman vient de la Première Nation des Cris de Nisichawayasihk, dans le Nord du Manitoba. Elle vit au Yukon depuis 15 ans.

Flora et Tammy sont conseillères en programmes d'études des Premières Nations.

Leur travail consiste notamment à coordonner les projets de programmes d'études de la maternelle à la 12^e année, à collaborer avec les Premières Nations à l'élaboration des programmes et ressources, à apprendre au personnel enseignant et au personnel administratif les manières de savoir, de faire et d'être des Premières Nations, et à expliquer au nouveau personnel enseignant l'importance du travail avec les Premières Nations locales pour inclure leurs perspectives en classe.

Tammy affirme que le système d'éducation est actuellement en transformation, ce qui profitera aux élèves des Premières Nations.

Elle explique que le rapport de la Commission de vérité et réconciliation a motivé les ministères de l'Éducation de partout au pays à changer leurs priorités, et ajoute que ces dernières comprennent l'adaptation des programmes d'études pour y inclure les manières de savoir, de faire et d'être des Premières Nations.

L'approche en éducation pour les élèves des Premières Nations doit être globale, inclusive et centrée sur l'apprenante et l'apprenant.

« L'approche en éducation pour les élèves des Premières Nations doit être globale, inclusive et centrée sur l'apprenante et l'apprenant. »

Une approche locale

En réponse à la marginalisation passée et contemporaine subie par les élèves des Premières Nations, l'éducation adapte ses programmes d'études aux réalités locales.

Les programmes d'études et les ressources reposant sur les traditions et connaissances locales peuvent stimuler l'épanouissement des élèves et l'apprentissage continu des enseignantes et enseignants. L'adaptation aux réalités locales permet d'explorer le savoir et les perspectives des Premières Nations en classe et dans les écoles.

Tammy croit que l'intégration des manières de savoir, de faire et d'être des Premières Nations est porteuse de changement positif et rend les écoles meilleures.

« Les écoles qui respectent les langues et cultures de leurs élèves et les intègrent à leurs programmes obtiennent de meilleurs résultats que celles qui ne le font pas. »

Par leur travail, Flora et Tammy ajoutent une importante perspective autochtone et locale à l'éducation.

« Chaque collectivité a ses propres valeurs concernant sa relation à son territoire, à l'eau et aux enseignements. Nous adaptons les programmes à chaque région », explique Flora.

Lorsqu'elle prépare un programme, elle garde deux choses en tête : l'endroit où il sera enseigné, et

la façon de collaborer avec la communauté.

« Lorsqu'on élabore des ressources, il est important de travailler avec les Aînées et Aînés, les gardiennes et gardiens du savoir et les enseignantes et enseignants locaux, affirme Flora. Je m'inspire de ce que j'entends, car ces personnes connaissent le territoire et ses valeurs et traditions culturelles. »

« Les écoles qui respectent les langues et cultures de leurs élèves et les intègrent à leurs programmes obtiennent de meilleurs résultats que celles qui ne le font pas. »

Le personnel enseignant et les autres éducatrices et éducateurs participent aussi à tout le processus d'élaboration des programmes d'études.

Tammy explique que « les Aînées et Aînés répètent sans cesse que tout le monde doit prendre part au processus dès le départ ».

Adapter les programmes d'études aux réalités locales

Un groupe de travail chargé des programmes d'études a été créé par le gouvernement du Yukon. Son mandat consiste à participer à l'élaboration et à l'évaluation du matériel et des ressources destinés aux enseignantes et enseignants du territoire. Le groupe se compose d'Aînées et Aînés et de

gardiennes et gardiens du savoir des huit groupes linguistiques des Premières Nations du Yukon.

Quand Flora et Tammy ont un point de départ pour un programme, elles rencontrent des membres du groupe de travail pour écouter leurs récits et leurs expériences sur le sujet.

Pour Flora, son travail, c'est écouter. « On écoute et on prend des notes. Il n'y a pas de limite; la discussion se termine quand tous les récits ont été entendus. »

Ensuite, Flora et Tammy commencent l'ébauche du programme. Lorsque cette dernière est prête, elles invitent les

personnes enseignant la matière dans la localité à se joindre au groupe de travail.

Ensemble, les membres du groupe vérifient que le programme est adapté aux réalités locales et que les enseignantes et enseignants comprennent la matière, surtout si ces personnes ne sont pas du coin.

« Quand on ne vient pas du Yukon, il faut accepter d'apprendre l'importance du lieu pour y enseigner », souligne Flora.

Pour assurer la réussite, dit-elle, le groupe de travail participe à chaque étape.

Bien faire les choses

L'adaptation des programmes aux réalités locales se fait toujours en concertation avec les Aînés et Aînées et les gardiennes et gardiens du savoir ainsi qu'avec les enseignantes et enseignants et les Premières Nations.

Tammy affirme qu'il est essentiel que les partenaires collaborent et qu'il faut « bien faire les choses ».

« “Bien faire les choses” est une expression utilisée par beaucoup de Premières Nations et qui veut dire que le travail honore les traditions et l'esprit. »

« Quand on ne vient pas du Yukon, il faut accepter d'apprendre l'importance du lieu pour y enseigner. »

D'un point de vue autochtone, un travail bien fait est un acte sacré qui fait ressortir les liens entre les mondes physiques et spirituels.

Cette approche englobe traditions, pratiques et protocoles. Les enseignements axés sur la sagesse, l'amour, le respect, la bravoure, l'honnêteté, l'humilité et la vérité sont des éléments importants de ce travail.

Tammy avoue que ce travail ne serait pas possible sans l'aide des partenaires.

Renforcer les relations avec les Premières Nations

Bon nombre de personnes ont du mal à comprendre comment l'histoire des peuples autochtones et la colonisation continuent à influencer sur la réalité du Canada d'aujourd'hui.

« Les figures dirigeantes et le personnel enseignant doivent réfléchir à leur propre position privilégiée et tâcher de nouer de meilleures relations avec les Premières Nations », affirme Tammy.

Trine Dennis est directrice de l'École élémentaire de Hidden Valley, à Whitehorse. Elle enseigne au Yukon depuis bientôt 10 ans.

Trine explique que ses relations avec les collectivités des Premières Nations du Yukon ont orienté son travail en classe.

« Ce sont les enseignements des Aînés et Aînées et des gardiennes et gardiens du savoir que j'ai rencontrés à travers les années qui m'ont le plus influencée. Sans

ces relations, je n'aurais peut-être pas eu la confiance d'élaborer un programme adapté à partir des manières de savoir, de faire et d'être des Premières Nations. Il est essentiel de décoloniser le système d'éducation pour aider les élèves des Premières Nations à réussir. »

Sans cela, Tammy croit que le système continuera d'abandonner les élèves autochtones.

« La réalité d'aujourd'hui, c'est que l'éducation et les programmes sont à l'image de la culture dominante. La collaboration avec les Premières Nations est nécessaire pour créer du mentorat et des formations, et pour bâtir un système d'éducation inclusif et adapté à la culture. »

Les grands changements à la structure du système prendront du temps.

En attendant, Flora et Tammy continuent de collaborer avec les Aînés et Aînées, les gardiennes et gardiens du savoir et les enseignantes et enseignants locaux.

Leur collaboration permet d'adapter les programmes afin d'y inclure plus de perspectives des Premières Nations et d'aider les élèves à mieux comprendre l'histoire et la culture complexes du Canada.





C'est à l'école Robert Service, à Dawson, que la Première Nation Tr'ondëk Hwëch'in et le gouvernement du Yukon établissent une relation de co-gouvernance par l'application de l'article 17.7 de l'entente sur l'autonomie gouvernementale des Tr'ondëk Hwëch'in. (Photo : Ministère de l'Éducation – Ne pas reproduire)

Co-gouvernance de l'éducation sur le territoire traditionnel Tr'ondëk Hwëch'in

Pendant des années, l'éducation a été un outil d'assimilation partout au pays. Et c'est une expérience qu'ont effectivement vécue beaucoup de membres des Tr'ondëk Hwëch'in.

Jody Beaumont est directrice de l'éducation pour le gouvernement des Tr'ondëk Hwëch'in. Elle explique que l'éducation est devenue une grande priorité dans la négociation des revendications territoriales. Les Tr'ondëk Hwëch'in croient que l'éducation est le pilier d'une société forte.

« Le groupe de travail sur les revendications territoriales a reconnu l'importance de l'éducation pour bâtir un avenir

radieux et prospère pour la nation, dit-elle. L'éducation est cruciale à l'autonomie, à la compréhension de notre identité et à la mise en place des outils permettant à la population de contribuer à la société. »

Jody affirme que les Tr'ondëk Hwëch'in ont vu les élèves être abandonnés par le système d'éducation.

« C'est vraiment ce qui a motivé la communauté durant les revendications. Le groupe de travail voulait mettre des outils en place pour ramener l'équité en éducation et garantir que la Première Nation pouvait orienter et gouverner n'importe quel

système d'éducation sur son territoire traditionnel.

Pour assurer le partage des responsabilités en éducation entre le gouvernement du Yukon et les Tr'ondëk Hwëch'in, ces derniers ont proposé l'ajout de l'article 17.7 à leur entente sur l'autonomie gouvernementale.

« Cette entente visait à établir une relation de co-gouvernance entre le gouvernement du Yukon, le gouvernement du Canada et les Tr'ondëk Hwëch'in pour l'élaboration, la prestation et l'administration des programmes d'éducation », explique Jody.

Co-gouvernance en éducation

En 2013, en application de l'article 17.7 de l'entente sur l'autonomie gouvernementale des Tr'ondëk Hwëch'in, le gouvernement du Yukon et la Première Nation ont signé une entente en matière d'éducation qui prévoyait la création d'un comité de surveillance les représentant de manière égale. Ce comité a produit un plan de travail établissant les priorités communes des deux partenaires.

« Nous avons besoin d'un meilleur système tenant compte des terres sur lesquelles nous vivons et des valeurs des personnes qui s'y trouvent. »

Suzan Davy, sous-ministre adjointe des Initiatives autochtones au ministère de l'Éducation, avoue que la co-gouvernance était un grand changement pour le gouvernement et qu'il a fallu du temps pour comprendre les paramètres de la relation.

« Il y a 10 ans, on ne parlait pas de co-gouvernance avec les Premières Nations; c'était un concept qui n'existait pas encore. Il a fallu comprendre certaines choses, mais nous sommes maintenant sur la bonne voie. » Jody abonde dans le même sens. Elle explique qu'il ne s'est pas passé grand-chose pendant une décennie, mais que les choses ont évolué dans les dernières années.

Dans la dernière année, le gouvernement du Yukon a donné plus de ressources à Initiatives autochtones, qui a pu prioriser ce domaine.

« Nous bâtissons notre équipe, affirme Suzan. Nous devons maintenant joindre le geste à la parole concernant nos priorités communes pour gagner la confiance des figures dirigeantes et de la population. »

Jody souligne que l'application de ces changements n'est pas simple.

« L'un des plus grands défis consiste à expliquer le savoir Dënezhu. L'éducation, pour le Ministère, s'articule autour des programmes et services, mais pour les Dënezhu, elle est axée sur le changement systémique. »

Améliorer le système

Le groupe de travail sur les revendications territoriales voulait bâtir un système d'éducation qui sert mieux les Tr'ondëk Hwëch'in et les gens vivant sur leur territoire traditionnel.

Jody explique que l'article 17.7 a été pensé dans l'esprit du document *Together Today for Our Children Tomorrow*. « Ce document traite de concertation entre les gouvernements dans l'idée de créer un système qui améliore la vie de l'ensemble de la population. »

Il faut sortir de cet esprit de confrontation et unir les forces du savoir traditionnel et du système occidental au profit de chacun.

Jody affirme que le système actuel est déficient. Certains messages bien ancrés font subtilement

comprendre aux enfants autochtones qu'ils n'ont pas leur place.

« Nous avons besoin d'un meilleur système tenant compte des terres sur lesquelles nous vivons et des valeurs des personnes qui s'y trouvent. »

Le système doit inciter et motiver les jeunes et moins jeunes à contribuer, toute leur vie, aux enjeux locaux.

Suzan affirme que l'approche des Tr'ondëk Hwëch'in en éducation est un modèle pour le territoire.

« Le ministère de l'Éducation fait partie intégrante de leur système scolaire, ce qui est unique dans le territoire, en plus d'être directement lié à la co-gouvernance. »

Les Tr'ondëk Hwëch'in et le gouvernement du Yukon bâtissent un nouveau modèle de co-gouvernance de l'éducation qui concrétise la vision de *Together Today for Our Children Tomorrow*.

Le ministère de l'Éducation
Tr'ondëk Hwëch'in s'encadre divers
programmes culturels et éducatifs.
(Photo : Tr'ondëk Hwëch'in)

Article 17.7 : Co-gouvernance de l'éducation



Entre 1992 et 1997, le groupe de travail sur les revendications territoriales des Tr'ondëk Hwëch'in s'est réuni chaque jeudi. Il comptait 10 membres officiels, mais ses réunions étaient ouvertes à l'ensemble des membres de la Première Nation.

L'éducation était une priorité pour le groupe, qui était conscient que les élèves Tr'ondëk Hwëch'in étaient abandonnés par le système et que ce dernier devait être modifié. Le groupe a imaginé un système d'éducation unifié à Dawson à l'image de l'interculturalité de la ville.

Les Tr'ondëk Hwëch'in voulaient un système où chaque élève, de la Première Nation ou non, peut apprendre et grandir avec ses pairs. Les programmes d'études amalgameraient l'histoire, la culture, la langue et la géographie des Tr'ondëk Hwëch'in et l'éducation occidentale. Il s'agirait d'un véritable partenariat, co-gouverné par le gouvernement du Yukon et la Première Nation.

Pour garantir le partage des responsabilités, les Tr'ondëk Hwëch'in ont proposé de modifier l'article 24.3.2 de l'Accord-cadre définitif et d'ajouter l'article 17.7 à leur entente sur l'autonomie gouvernementale.

Le nouvel article garantit que le gouvernement « négocie la répartition et le partage des responsabilités pour la conception, la fourniture et l'administration » des programmes d'éducation.

Les Tr'ondëk Hwëch'in se sont battus bec et ongles pour l'article 17.7, qui leur donne le pouvoir de co-gouverner tout ce qui touche l'éducation sur leur territoire traditionnel. En juillet 1998, la Première Nation a signé ses ententes définitives et ententes sur l'autonomie gouvernementale.

À l'époque, c'était la seule Première Nation du territoire à avoir ajouté l'article à son entente. Toutefois, quatre autres l'ont fait depuis, en concertation avec les gouvernements du Yukon et du Canada.

Aujourd'hui, les Premières Nations de Carcross/Tagish, de Selkirk, de Little Salmon et de Carmacks, et le Conseil des Ta'an Kwäch'än, peuvent aussi co-gouverner l'éducation sur leurs territoires traditionnels. Les gouvernements du Yukon et du Canada continuent de collaborer avec les autres Premières Nations du territoire souhaitant faire ce changement.



Le ministère de l'Éducation Tr'ondëk Hwëch'in encadre divers programmes culturels et éducatifs.
(Photo : Tr'ondëk Hwëch'in)

Le savoir Dënezhu

Dënezhu (les gens originaires de ce territoire) est l'approche Hän de l'apprentissage.

Dans cette approche, devenir Dënezhu est un parcours de savoir et de compréhension d'une vie. Il s'agit d'une croissance personnelle et autodéterminée axée sur l'apprenante ou apprenant.

Collectivement, les gens ont la responsabilité de créer des environnements où tout le monde, sans égard à l'âge, peut apprendre et développer des compétences par l'expérience et approfondir ses connaissances avec le temps.

Durant sa vie, une apprenante ou un apprenant rassemble de l'information et peut tirer des leçons pour résoudre n'importe quel problème.

Principes fondamentaux Dënezhu

L'éducation est une relation mutuelle. Tout le monde apprend et tout le monde enseigne.

L'éducation se fait dans le respect. Les enseignantes et enseignants sont guidés par les apprenantes et apprenants et leur proposent des occasions d'apprentissage répondant à leurs besoins, en plus de les aider à trouver leur voie.

L'éducation est empreinte d'humilité. Le corps enseignant ne dit pas aux apprenantes et apprenants ce qu'il faut savoir; il leur communique ses connaissances et les invite à se faire une idée des façons d'être Dënezhu.





Préparation d'un camp familial au camp en nature Shakat Tun, près de Haines Junction. Ce camp a été organisé conjointement par le gouvernement du Yukon et les Premières Nations de Champagne et d'Aishihik à l'été 2023. (Photo : Katrina Couch/Gouvernement du Yukon)

Mettre la guérison par la nature au premier plan

Yvonne Jack (Xhastin) est guérisseuse. La vocation s'est révélée très tôt, mais ce travail n'étant pas de tout repos, elle savait qu'elle devait attendre le bon moment.

Il y a sept ans, lorsque la Commission de vérité et réconciliation se préparait à publier son rapport final, Yvonne créait Xhastin's Healing Journey, la première entreprise de guérison par la nature au Yukon.

« J'avais bon espoir que le rapport comprendrait des mesures de soutien à la guérison par la nature. Je savais qu'il y en aurait – c'était inévitable. »

Depuis, Yvonne offre des services à titre de sous-traitante en partenariat avec les Services de santé mentale et de gestion de l'usage de substances du gouvernement du Yukon.

À la même époque, Jayla Rousseau-Thomas a commencé à travailler comme consultante en mieux-être culturel aux mêmes Services. Elle aussi espérait que les appels à l'action transformeraient les services de counseling.

En tant que femme autochtone, il lui semblait évident que les programmes offerts à ce moment-là n'étaient pas adaptés à la vaste clientèle autochtone.

« En m'inspirant des appels à l'action de la Commission, j'ai commencé à intégrer plus de programmes culturels dans un système reposant sur des modes de connaissance occidentaux. Nous avons instauré un programme de visite des Aînés et Aînées et des ateliers sur les connaissances culturelles, et avons planifié des sorties régulières dans le cadre d'autres programmes culturels ou de guérison. »

Guérison par la nature

Le gouvernement du Yukon investit dans les programmes de guérison par la nature et y collabore depuis plus de 10 ans. Parmi les programmes fructueux, on retrouve le camp de guérison du lac Jackson, les camps familiaux d'une semaine et les camps de mieux-être dirigés par des jeunes.

Cameron Grandy, directeur des Services de santé mentale et de gestion de l'usage de substances, affirme que le gouvernement prévoit investir plus dans la guérison par la nature.

« Depuis la déclaration de l'état d'urgence de santé publique lié à la toxicomanie, notre ministre a dit que la guérison par la nature serait priorisée », souligne Cameron.

Yvonne explique que ce type de guérison vise à accompagner les gens dans leur cheminement et non à tout régler à leur place.

« Nous sommes là pour les guider. C'est ce que je dis aux personnes lors de leur première visite. Nous n'avons pas d'attentes; chaque personne y va à son rythme. »

Renforcer les partenariats

Yvonne croit que les autres ministères et organismes gouvernementaux peuvent en apprendre beaucoup de son partenariat positif avec les Services de santé mentale et de gestion de l'usage de substances.

« Ils m'appellent pour me demander comment adapter une idée aux perspectives des Premières Nations ou améliorer leurs services. »

Jayla rappelle que si le gouvernement du Yukon a fait d'importants progrès, il reste encore du travail à faire.

« Lorsqu'on aide les autres – surtout dans les domaines de la santé mentale et de la toxicomanie – il faut tenir compte de la souffrance et des blessures que les personnes portent en elles. Le trauma infligé aux Premières Nations du Yukon est répandu et persistant. »

guérisseurs – c'est pourquoi nous sommes toujours là. »

Cameron souligne que le gouvernement travaille directement avec les services de santé des Premières Nations pour concevoir et financer des projets de guérison par la nature. Plus tôt cette année, le gouvernement s'est associé à la Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in pour créer un camp pour les jeunes, et aux Premières Nations de Champagne et d'Aishihik pour créer un camp familial. Il travaille actuellement avec les Premières Nations pour mieux comprendre ce que représente la guérison par la nature pour chaque nation et comment soutenir plus d'initiatives.

balayée sous le tapis. »

Jayla confie qu'elle a parfois l'impression que son travail n'est qu'une goutte d'eau dans l'océan, mais ajoute du même souffle que chaque goutte compte.

« Tous les gestes s'additionnent dans le soutien aux patientes et patients autochtones et non autochtones qui recherchent de l'aide pour leur santé physique, mentale, émotionnelle et spirituelle. »

En août, le gouvernement a publié une stratégie d'urgence de santé publique liée à l'usage de substances comprenant 43 recommandations et du financement pour en mettre en œuvre immédiatement 14.

L'une d'elles consiste à soutenir davantage les Premières Nations du Yukon dans l'élaboration et la mise en œuvre d'options de traitement par la nature de la santé mentale et de la toxicomanie.

Le gouvernement du territoire explique que cette stratégie est une feuille de route devant servir à promouvoir la santé et le mieux-être de la population, mais ajoute que la collaboration de l'ensemble des partenaires est conditionnelle au succès.

« La collaboration est essentielle, tout comme une approche adaptée aux besoins, aux désirs et au contexte culturel uniques de chaque communauté », souligne Tracy-Anne McPhee, ministre de la Santé et des Affaires sociales.

« Nous avons instauré un programme de visite des Aînées et Aînés et des ateliers sur les connaissances culturelles, et avons planifié des sorties régulières dans le cadre d'autres programmes culturels ou de guérison. »

Yvonne fait valoir que son partenariat incarne le véritable esprit des appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation.

« La Commission de vérité et réconciliation précise dans ses recommandations que si une personne des Premières Nations peut faire le travail, c'est elle qui devrait diriger. »

Yvonne ne veut pas participer à un modèle qui a laissé les Premières Nations de côté pendant un siècle.

« Notre peuple sait quoi faire pour guérir. Toutes les communautés ont des guérisseuses et

« Nous voulons investir davantage dans la guérison par la nature pour l'intégrer à la structure de nos services », précise Cameron.

Grandir ensemble

Yvonne est optimiste pour l'avenir. Petite, elle regardait sa mère travailler comme guérisseuse. Elle apprend maintenant la tradition familiale à Avril, sa plus jeune fille. Elle ressent une grande responsabilité à poursuivre le travail de ses prédécesseurs.

« Nos ancêtres ont travaillé tellement fort; nous ne serions pas là sans eux. Nous devons nous rassembler pour guérir et faire en sorte que notre histoire ne soit pas

Stratégie d'urgence de santé publique liée à l'usage de substances : chronologie

Septembre 2021

Le gouvernement du Yukon ouvre le premier centre de consommation supervisée du Nord.

Octobre 2021

Le gouvernement du Yukon élargit l'accès à un approvisionnement sûr en opioïdes prescrits par un médecin.

Janvier 2022

La ministre de la Santé et des Affaires sociales, Tracy-Anne McPhee, déclare une urgence de santé publique à la suite d'une forte hausse du nombre de décès par surdose dans le territoire.

Février 2022

Le gouvernement du Yukon tient un sommet virtuel gratuit de deux jours sur le mieux-être mental. Il se sert des idées et commentaires recueillis pour sa Stratégie d'urgence de santé publique liée à l'usage de substances.

Septembre 2022

Le gouvernement du Yukon tient la phase 2 du sommet et lance deux campagnes publiques de sensibilisation et d'information.

Août 2023

Le gouvernement du Yukon, en partenariat avec les gouvernements des Premières Nations et le Conseil des Premières Nations du Yukon, et après discussion avec la division yukonnaise de la Gendarmerie royale du Canada, lance la Stratégie d'urgence de santé publique liée à l'usage de substances.



En mars 2023, la Première Nation des Tr'ondëk Hwëch'in et le gouvernement du Yukon organisent une retraite autochtone conçue par des jeunes pour les jeunes pour créer des liens et favoriser le mieux-être mental. Jayla Rousseau-Thomas (au centre, à droite) a participé à la coordination de cet événement en tant que consultante en mieux-être culturel des Services pour le mieux-être mental et la lutte contre l'alcoolisme et la toxicomanie du Yukon. (Photo : Corentin Favre)

Stratégie d'urgence de santé publique liée à l'usage de substances

En août 2023, le gouvernement du Yukon et ses partenaires ont publié la **Stratégie d'urgence de santé publique liée à l'usage de substances**.

La Stratégie est une feuille de route servant à guider l'ensemble des partenaires et des collectivités dans l'intervention face à l'urgence actuelle.

Les neuf grands principes de la Stratégie :

1. Inclusion et respect
2. Sécurité culturelle et respect de la diversité
3. Choix et autonomie
4. Responsabilisation
5. Croissance et innovation
6. Soins centrés sur la personne
7. Compassion
8. Pragmatisme
9. Justice réparatrice

La Stratégie comprend 43 recommandations s'articulant autour de quatre domaines à développer : prévention, réduction des méfaits, traitement et rétablissement, et sécurité et bien-être communautaires. Le gouvernement travaille étroitement avec ses partenaires et le tout nouveau Comité des chefs des Premières Nations sur la santé pour suivre et appliquer les recommandations ainsi qu'établir d'autres mesures à adopter.



La population d'abord

Le ministère de la Santé et des Affaires sociales s'emploie à rendre le système de santé et des services sociaux mieux à même de répondre aux besoins de la population en procédant notamment à la mise en œuvre des recommandations du rapport *La population d'abord*. Certaines de ces recommandations, qui sont axées sur la réconciliation, visent à combler les écarts en santé et à favoriser l'offre de services adaptés à la culture.

En juillet 2023, le Comité des chefs des Premières Nations du Yukon sur la santé a été formé pour orienter et superviser l'amélioration du système de santé et veiller à ce que le point de vue des Premières Nations soit incorporé aux processus.

Le Comité contribuera à faire avancer la mise en application des recommandations du rapport *La population d'abord*, notamment l'intégration de la

sécurité culturelle dans le système de santé et de services sociaux, la compréhension et la prise en considération des déterminants de la santé pour les Autochtones, l'élargissement de l'accès aux pratiques de guérison traditionnelles et par la nature, et la création de Santé et mieux-être Yukon, une nouvelle autorité sanitaire qui s'occupera de la prestation quotidienne des soins de santé.

L'objectif est d'instaurer un système de santé et de services sociaux centré sur la personne et exempt de racisme systémique, qui fait appel à la participation de personnes et de communautés ayant une expérience concrète, et qui donne à la population accès à une équipe de professionnels des soins primaires offrant des services intégrés, adaptés à la culture et axés sur la prévention.



L'équipe de sécurité culturelle du ministère de la Santé et des Affaires sociales a organisé une série de discussions sur la préparation des cadres. Cette série était animée par la D^{re} Nel Wieman. (Photo : Ministère de la Santé et des Affaires sociales)

Instaurer un système de santé et de services sociaux inclusif et respectueux de la culture

Candace Parsons est autochtone. Elle affirme avoir vu des amies et amis et des membres de sa famille changer leur apparence et leur façon de parler pour accéder au système de santé et de services sociaux.

Candace est directrice de la sécurité culturelle au ministère de la Santé et des Affaires sociales du gouvernement du Yukon.

« L'intégration de la sécurité culturelle et de l'humilité au système de santé et de services sociaux reflète ce que souhaitent bon nombre de membres des Premières Nations ayant commenté le rapport *La population d'abord*. »

En mars 2023, le gouvernement du Yukon a créé une équipe

de sécurité culturelle ayant le mandat d'améliorer les soins de santé offerts aux Autochtones. L'équipe devait se consacrer à la recommandation 4.1 du rapport *La population d'abord*.

Publié au printemps 2020, ce rapport est une feuille de route pour aider le gouvernement à créer un système de santé et de services sociaux qui répond mieux aux besoins de la population du Yukon, d'après un examen approfondi des soins de santé et des services sociaux.

Le rapport compte 76 recommandations pour aider le gouvernement à transformer le système actuel afin de l'améliorer.

« Je suis impatiente d'élaborer des outils et des ressources pour les travailleuses et travailleurs du

système et de créer des milieux où les Premières Nations, les Inuit et les Métis sentiront que leur identité culturelle est reconnue, respectée et honorée », dit Candace.

Il s'agit d'une première étape importante. Mais pour un réel progrès, il faut procéder à un changement systémique afin de réduire les inégalités en santé et d'instaurer un système exempt de racisme et de discrimination.

L'équipe de sécurité culturelle se consacre à trois volets : formation, préparation des cadres et motivation des élèves et des jeunes autochtones et des Premières Nations à entreprendre une carrière en santé et en services sociaux.

Formation en sécurité culturelle

Le premier volet porte sur la préparation d'une formation obligatoire sur l'humilité et la sécurité culturelle, et sur la formation continue des fournisseurs de soins de santé et de services sociaux, des gestionnaires et des cadres.

« Intégrer la sécurité et l'humilité culturelles au système de santé et de services sociaux reflète ce que souhaitent beaucoup de membres des Premières Nations ayant commenté le rapport La population d'abord. »

Candace mentionne que son équipe veut créer une formation normalisée à l'intention de l'ensemble des fournisseurs de soins de santé et de services sociaux, avec des formations sur mesure pour les Premières Nations du Yukon.

Les formations sur mesure serviront à enseigner au personnel de la santé et des services sociaux les protocoles culturels, les traditions et les valeurs du territoire traditionnel où il se trouve.

« Une personne qui travaille à Haines Junction suivra la formation sur les protocoles culturels, les traditions et les valeurs des Premières Nations de Champagne et d'Aishihik. Elle pourra par la suite intégrer les pratiques culturelles de ces Premières Nations à sa pratique. »

Préparation des cadres

Le deuxième volet se penche sur le niveau de préparation des cadres dans le système de santé et de services sociaux. Candace explique qu'il s'agit d'élaborer des outils et des ressources permettant d'intégrer les pratiques de sécurité culturelle au système pour améliorer l'accès aux services en tout temps.

« Nous devons déterminer les ressources à élaborer pour aider les cadres et les fournisseurs de soins de santé à changer leur pratique pour inclure la sécurité culturelle et l'humilité afin de créer des milieux de travail accueillants et respectueux de la culture ».

Motiver les élèves et les jeunes autochtones et des Premières Nations du Yukon à entreprendre une carrière en santé et en services sociaux

Le dernier volet est tourné vers l'avenir et l'incitation des élèves et des jeunes autochtones et des Premières Nations à opter pour une carrière en santé.

Pour Candace, il s'agit de rendre le système plus inclusif pour les élèves et de leur donner la chance d'explorer les possibilités de carrière dans les domaines de la

santé et des services sociaux. Selon elle, l'intégration d'un plus grand nombre d'élèves et de jeunes dans le système contribuera à changer la culture de façon naturelle, en intégrant davantage la culture et les traditions autochtones.

Elle ajoute : « Je trouve ce volet particulièrement stimulant lorsque je pense aux personnes qui peuvent fournir des services à leur propre communauté, ou donner des soins aux Aînées et Aînés et aux membres de leur famille. Nous devons changer notre façon de penser; il ne s'agit plus d'apporter les services aux communautés, mais de bâtir localement la capacité à travailler dans le système. »

Formation des fournisseurs de soins de santé et de services sociaux

L'équipe nouvellement formée va de l'avant avec l'intégration de la sécurité culturelle et de l'humilité dans le système de santé et de services sociaux.

Candace explique qu'à mesure que l'équipe élabore du matériel, la formation s'inspirera du travail du Conseil des Premières Nations du Yukon (orientation culturelle pour les Premières Nations du Yukon et trousse des protocoles culturels) et du site Web Tracer la voie.

Le travail de l'équipe de sécurité culturelle ne fait que commencer, mais il aura certainement des effets positifs sur les Premières Nations et les Autochtones recevant des soins de santé et des services sociaux et travaillant dans le système.



Kelly Allen, l'Aînée Dianne Smith et Joe Migwans, conseillers cliniciens et culturels (Photo : Kelly Allen)

Réimaginer les partenariats pour instaurer des programmes dirigés par les Autochtones dans le système de justice

Joanne Green est modeste. En tant que gestionnaire du Centre de mieux-être de Justice Yukon, elle veille au bon déroulement des opérations, embauche le personnel et laisse les spécialistes faire leur travail.

Dans les faits, Joanne a donné à son équipe les moyens de repenser le mieux-être et la justice dans le territoire.

Programmes communautaires

Dans les quatre dernières années, Kelly Allen a travaillé comme conseillère clinicienne au Centre de mieux-être de Justice Yukon. Depuis deux ans, elle collabore

avec le conseiller Joe Migwans et avec Dianne Smith, Aînée de la Première Nation des Kwanlin Dün, pour instaurer des programmes de mieux-être culturel dans les collectivités du territoire.

Kelly affirme que l'approche de l'équipe va au-delà du modèle biopsychosocial-spirituel initial. « Nous employons une perspective autochtone globale pour nous aider à nous défaire des préjugés occidentaux et à intégrer la sagesse des Aînées et Aînés, ce qui engendre des méthodes de guérison autochtones naturelles.

Kelly attribue le succès du programme à l'adoption d'une perspective autochtone dans le travail auprès des collectivités.

Joe et Dianne animent des ateliers culturels et offrent du counseling spirituel et culturel à leur clientèle. Kelly, elle, offre du counseling thérapeutique et du soutien aux programmes. Joe affirme que pour les Premières Nations, la guérison repose avant tout sur la culture.

« En cette période de grands changements où notre culture se dissipe rapidement, nous devons mieux comprendre nos valeurs et les croyances associées à l'éducation, à la parentalité, aux cérémonies, au pardon – vivre en communion et en harmonie, tout simplement. »

Un système brisé

Pour Kelly, il faut absolument commencer à décoloniser le système de justice.

« C'est crucial. J'en sais quelque chose; j'en ai fait partie pendant plusieurs années et je suis consciente d'avoir contribué au problème par le passé. »

« Nous devons mieux comprendre nos valeurs et les croyances associées à l'éducation, à la parentalité, aux cérémonies, au pardon – vivre en communion et en harmonie, tout simplement. »

Kelly a vécu à Watson Lake pendant plus de 15 ans. Elle affirme que vivre dans une collectivité majoritairement composée de membres d'une Première Nation a façonné sa pratique et changé sa vision du monde, mais elle admet avoir fait partie du problème.

Elle explique qu'en tant que conseillère blanche formée dans un contexte occidental, elle a été conditionnée à concevoir le monde d'une certaine manière.

« Pas seulement à l'école et dans mon éducation postsecondaire, mais aussi à travers les politiques et pratiques gouvernementales et en raison d'un comportement teinté par le colonialisme, parce que c'est ce que nous sommes. »

Kelly n'a ménagé aucun effort pour décoloniser son travail et reconnaît que c'est un processus continu.

« Je m'assure, d'un point de vue clinique, de décoloniser

ma pratique et d'adopter une perspective autochtone en faisant preuve d'humilité culturelle et en consultant continuellement mes partenaires communautaires, comme Joe et Dianne, deux professionnels de la culture et de la justice Dena Keh. »

Tout ce que fait l'équipe vise à stimuler la vitalité culturelle pour favoriser la guérison.

Renouer avec la culture

Joe croit que la culture des Premières Nations est tout aussi pertinente aujourd'hui qu'elle l'a toujours été.

« Nous devons engendrer le mieux-être par nos valeurs et nos croyances. Nous devons nous rapprocher grâce à nos véritables valeurs culturelles et au retour au cercle. »

Joe explique que le cercle apporte égalité, guérison et inclusion au mieux-être et procure un équilibre dans la vie des gens. Il souligne que cette approche n'est pas nouvelle.

« Ces pratiques ont été oubliées pendant longtemps à cause des pensionnats et du colonialisme. Nous les réintroduisons grâce au cercle. »

Kelly considère que l'approche axée sur la culture fonctionne. Elle cite le programme de justice Dena Keh de la Première Nation de Liard (« À notre façon »), exemple

fructueux de décolonisation de la justice et de soutien de la collectivité et du mieux-être culturel en général. Le programme communautaire de justice alternative adopte une approche globale pour rétablir l'harmonie dans la collectivité à la manière de la Première Nation.

Kelly et Joe ont travaillé avec des Aînés et Aînés kaskas pour comprendre comment la culture, les valeurs et les croyances peuvent être intégrées au système et aux programmes de justice.

Créer de véritables partenariats

Dans les dernières années, le gouvernement a commencé à parler de partenariats avec les Premières Nations plutôt que de consultations.

Kelly mentionne que c'est un changement important, mais rappelle qu'il faut bien faire les choses.

« Un partenariat, c'est travailler sur un pied d'égalité. Mais pour vraiment collaborer, il faut comprendre le déséquilibre du pouvoir historique entre le gouvernement et les Premières Nations. »

Kelly assure avoir fait ses recherches; les spécialistes affirment depuis des décennies que la perspective autochtone devrait primer.

« Si nos partenaires sont des communautés autochtones, nous devons d'abord et avant tout nous préoccuper de leurs cultures, valeurs, croyances et manières de vivre. Si nous voulons accélérer, voire faciliter, la guérison d'une manière ou d'une autre, l'approche doit être dirigée par des

Autochtones –, voilà un véritable partenariat dans une perspective non coloniale. »

Kelly rappelle que le Yukon a de la chance d'avoir le Centre de mieux-être de Justice Yukon et de pouvoir compter sur un leadership fort qui comprend vraiment ce type de partenariats.

Joanne souligne que le Centre n'aurait pas le même succès sans la confiance de Mark Daniels, ancien directeur des Services judiciaires. Elle affirme que celui-ci a permis à son équipe de faire les choses différemment.

En ce qui concerne l'avenir du Centre, elle espère instaurer des programmes de justice alternative dirigés par la communauté à l'image de celui de Dena Keh ainsi que contribuer à de tels programmes.

« En regardant la croissance de l'autosuffisance qui s'opère à Watson Lake après deux ans, je pense qu'il serait possible de reproduire la même chose ailleurs avec la bonne énergie et les bonnes ressources. J'adorerais voir les Premières Nations diriger des interventions judiciaires dans leur communauté. »

L'équipe de Joanne a rencontré des Premières Nations et des collectivités pour discuter de l'élaboration de programmes de justice alternative.

Elle a bon espoir de recevoir bientôt des demandes d'aide, mais les collectivités doivent d'abord prendre le temps de définir leur propre initiative de justice menée par la collectivité.

Centre de mieux-être de Justice Yukon

Il y a deux tribunaux à vocation thérapeutique au Yukon : le Tribunal avec option d'atténuation de la peine pour violence familiale (APVF), et le Tribunal communautaire du mieux-être (TCME). Ces tribunaux proposent des thérapies ainsi que d'autres solutions à l'incarcération.

Le Centre de mieux-être de Justice Yukon propose des services généraux et du soutien aux personnes comparaisant devant les tribunaux à vocation thérapeutique. Il offre des traitements intégrés et des programmes destinés aux Autochtones pour s'attaquer aux causes sous-jacentes aux comportements criminels.

La peine imposée aux personnes comparaisant devant ces tribunaux est réduite, et en général, elle n'est pas purgée dans un établissement carcéral. Le Centre noue des liens avec beaucoup d'organismes communautaires locaux pour assurer un soutien continu à la clientèle, y compris après les démêlés avec la justice, réduisant ainsi les risques de récidive.





L'équipe du programme de justice Dena Keh de la Première Nation de Liard. À l'arrière : Georgina Smith, May Stewart, Melissa Charlie et Daniel Dick. À l'avant : Brandy Tizya et Nicole Poppe. (Photo : Première Nation de Liard)

À notre façon : le programme de justice Dena Keh s'inspire de la culture kaska pour favoriser la justice réparatrice

Selon May Stewart, appeler à l'aide ne sert pas à grand-chose si personne n'écoute.

May, qui est directrice du programme de justice Dena Keh, affirme que la Première Nation de Liard a demandé de l'aide au ministère de la Justice pendant des années avant qu'on lui réponde. Ce sont Kelly Allen et Joanne Green, de l'équipe communautaire du Centre de mieux-être de Justice Yukon, qui lui ont tendu la main.

« On était planté là à demander de l'aide depuis longtemps et Kelly a dit "il faudrait bien les écouter". On

doit vraiment reconnaître le travail de ces deux femmes; elles nous ont ouvert les portes du système judiciaire. »

Elle affirme que sans Kelly et Joanne, la communauté éprouverait toujours de la difficulté.

Le programme de justice Dena Keh de la Première Nation de Liard (À notre façon) est un programme communautaire de justice alternative utilisant une approche globale pour rétablir l'harmonie dans la collectivité à la manière de la Première Nation.

Rétablir l'harmonie

Selon Daniel Dick, travailleur de la justice, le programme de justice Dena Keh habilite la nation Kaska à exercer plus de responsabilités concernant l'administration de la justice dans la collectivité.

« Nous voulons créer un système de justice équitable et inclusif qui répond à nos besoins. Notre objectif est d'aider les gens à s'y retrouver dans le système, à assumer leurs actes et à commencer à guérir. »

May affirme que les Aînées et Aînés sont au cœur du programme, car en tant que gardiennes et gardiens du savoir, elles et ils orientent la guérison.

« Les Aînées et Aînés apportent soutien, compréhension, expériences et contexte traditionnel au processus. Elles et ils aident les personnes ayant causé du tort à prendre conscience de leurs actes et à changer leur comportement pour rétablir l'harmonie. »

Instaurer un processus judiciaire solide

Il a fallu beaucoup d'efforts et de confiance pour instaurer le programme Dena Keh.

Kelly souligne que sans May et le leadership, le soutien et le dévouement de son équipe pour répondre aux besoins de la communauté kaska, rien de tout cela n'aurait été possible. Selon May, le succès du programme est attribuable à la participation de la population.

Ces personnes veillent à l'utilisation de nos coutumes et traditions culturelles. »

Maintenant que la porte est ouverte, Joanne Green affirme que son équipe du Centre de mieux-être de Justice Yukon consulte d'autres collectivités pour savoir comment créer plus de programmes de justice alternative.

Joanne dit que son rôle consiste à épauler les collectivités et à les laisser créer le système qui correspond à leurs besoins.

« Je pense que beaucoup de collectivités envisagent de créer des programmes de justice. Nous avons fait preuve de proactivité, mais devons les laisser venir à nous et non aller vers elles. »

Joanne encourage les collectivités à prendre le temps de définir leur système. Dès qu'elles auront un plan, elle sera prête à les aider.

« Nous voulons créer un système de justice équitable et inclusif qui répond à nos besoins. »

Une perspective culturelle

Pour May, le programme met la culture kaska au centre du processus judiciaire.

« Le système de justice occidental est incompatible avec notre peuple, qui ne le comprend pas et se demande pourquoi les personnes causant du tort n'ont pas à répondre de leurs actes. » Dans le système Dena Keh, les victimes jouent un rôle central en rétablissant l'harmonie, et la personne contrevenante se défend elle-même. Selon May, tout le monde y gagne.

« Dans notre système de justice culturel et communautaire, la responsabilité incombe à la personne responsable du préjudice, qui doit assumer ses actes et réparer les torts causés à la victime. »

« Les victimes comme les personnes contrevenantes doivent avoir confiance dans le système et le sentiment que le résultat sera celui souhaité et qu'elles seront heureuses du dénouement. »

May conseille aux autres nations souhaitant instaurer leur propre programme de laisser les Aînées et Aînés encadrer le processus.

« Il faut inclure les gardiennes et gardiens du savoir – Aînées et Aînés et jeunes – dans la mise en place d'un processus de justice solide. Les gens font confiance aux Aînées et Aînés et à leur savoir.

« Notre objectif est d'aider les gens à s'y retrouver dans le système, à assumer leurs actes et à commencer à guérir. »



Le programme de justice Dena Keh et de soutien à la famille est ancré dans la culture et les traditions kaskas. Atelier de viande séchée et de fabrication d'outils, septembre 2022. (Photo : Première Nation de Liard)

Programme de justice Dena Keh

Ce programme de justice alternative communautaire s'inspire d'un modèle circulaire de justice et est axé sur les valeurs et traditions kaskas.

En voici les objectifs :

- ▶ Réparer les dommages causés;
- ▶ Améliorer la justice sociale pour les victimes et la collectivité;
- ▶ Aider la personne contrevenante à reconnaître et à comprendre son comportement, puis la guider dans son processus de guérison.

Le processus

La victime, la personne contrevenante, la famille, des membres de la collectivité et une intervenante ou un intervenant formé participent à une conférence familiale.

Durant cette conférence, la victime peut se faire entendre, et la personne contrevenante peut reconnaître ce qu'elle a fait et réparer ses erreurs. La famille et les membres de la collectivité peuvent aussi exprimer leurs préoccupations et leurs sentiments. À la fin, la personne contrevenante assume ses actes et en est tenue responsable. Les participantes et participants concluent une entente pour réparer les préjudices.

Le résultat

À la fin du processus, la personne contrevenante se présente devant une ou un juge, qui décide de suspendre les procédures ou de porter des accusations au criminel.

Une personne contrevenante n'aura pas de casier judiciaire si elle opte pour le processus Dena Keh et respecte son entente.

Mais dans le cas contraire, elle devra faire face au système de justice pénale et recevra une peine normale (amende, emprisonnement ou période de probation).





Des Aînées et Aînés kaskas montrent à des élèves comment couper une patte d'orignal. Les Aînées et Aînés sont au cœur du programme de justice Dena Keh. (Photo : Première Nation de Liard)



Les membres du Comité consultatif du Yukon sur les FFADA2E+ : Joy O'Brien, coordonnatrice de la sensibilisation sur les questions liées aux FFADA2E+, Conseil des femmes autochtones du Yukon; Doris Bill, coprésidente et représentante des Premières Nations; Jeanie McLean, ministre responsable de la Direction de la condition féminine et de l'équité des genres, représentant le gouvernement du Yukon; et Toni Blanchard, représentante des familles de FFADA2E+, posant avec le plan de mise en œuvre après le lancement public du document le 6 juin 2023 au Centre des arts du Yukon. (Photo : Manu Kegenhoff/Gouvernement du Yukon)

Les familles au cœur de la quête de dignité et de justice pour les FFADA2E+

Durant des décennies, des familles, des survivantes et survivants et des communautés autochtones ont défendu avec ardeur la cause des femmes, des filles et des personnes bispirituelles+ disparues et assassinées (FFADA2E+).

« Pendant des années, des familles, des survivantes et survivants et des communautés ont multiplié les appels à la justice, affirme Jeanie McLean, ministre responsable de la Direction de la condition féminine et de l'équité des genres. Ces personnes demandaient aux gouvernements de reconnaître le

problème et de mener l'enquête. »

En juin, le Comité consultatif du Yukon a publié le plan de mise en œuvre *Changer la donne pour défendre la dignité et la justice : la Stratégie du Yukon sur les FFADA2E+*. Ce plan représente une étape importante vers l'élimination des problèmes systémiques menant à la violence contre les femmes, les filles et les personnes bispirituelles autochtones.

Centré sur la vérité

Selon la ministre McLean, la vérité était au cœur du travail de

l'équipe de l'Enquête nationale, car sans vérité, il ne peut y avoir réconciliation.

« Nous savions qu'avant même de penser à la réconciliation, il fallait réellement comprendre l'histoire de la colonisation au pays et au Yukon, et transmettre cette compréhension à la population canadienne. »

Doris Bill, coprésidente représentant les gouvernements des Premières Nations du Yukon, affirme que pour les survivantes et survivants, la guérison passe par la vérité.

« Dans les pensionnats, on nous apprenait à dissimuler la vérité – à ne rien dire à personne, à tout refouler. Donc pour nous, dire la vérité, c'est énorme. Ça veut dire qu'on n'a plus à porter ce fardeau en solitaire. »

La décolonisation du travail

Le Comité, qui compte trois personnes à la coprésidence, représente les familles, les survivantes et survivants, les Aînés et Aînées et les trois organismes pour femmes autochtones du Yukon. Le plan de mise en œuvre a

de la colonisation et nous comprenons mieux comment faire changer les choses. »

Pour Ann Maje Raider, directrice générale de la Liard Aboriginal Women's Society et coprésidente représentant les organismes de femmes autochtones, la décolonisation passe par l'action, l'engagement et la responsabilisation du gouvernement.

« Personne ne veut d'un autre rapport qui prend la poussière. Les gens veulent un document d'action vivant et fluide qui provoque le changement. »

elles, mais aussi les uns envers les autres. Nous les avons écoutées et leurs propos se retrouvent dans la stratégie. »

Le Comité a tenu les familles informées tout au long du processus. À l'été 2020, il a organisé deux rencontres avec elles avant la publication de la stratégie finale en décembre de la même année.

Les rencontres visaient à faire le point ainsi qu'à écouter les familles et à recueillir leurs commentaires.

Le Comité s'est rendu dans plusieurs localités pour vérifier que les familles avaient pris connaissance du plan avant sa publication. Pour la ministre McLean, tenir les familles informées est important.

« La stratégie comprend un cadre sur la responsabilisation – c'est une grande partie du travail. »

Le Comité a tenu son premier forum sur la responsabilisation en mai dernier; le prochain devrait avoir lieu en octobre 2023

Une approche pour l'ensemble du territoire

Les partenaires de la stratégie et du plan de mise en œuvre comprennent les 14 Premières Nations du Yukon, les huit municipalités du territoire, les gouvernements du Canada et du Yukon, des organismes autochtones et des politiciennes et politiciens.

Doris affirme que pour assurer le succès de la stratégie, tout le monde (familles, alliées et alliés, partenaires) doit s'unir.

« Pendant des années, des familles, des survivantes et survivants et des communautés ont multiplié les appels à la justice. »

été préparé par ses membres au moyen d'une approche décolonisée et communautaire.

Le Comité a utilisé une approche décolonisée et axée sur les perspectives des familles et des survivantes et survivants pour élaborer la stratégie, avec l'appui du gouvernement du Yukon, par l'entremise de la Direction de la condition féminine et de l'équité des genres.

La ministre McLean affirme que le rôle du gouvernement dans la décolonisation est d'être à l'écoute pour mieux comprendre la vérité.

« Nous devons entendre la vérité pour comprendre pleinement les erreurs du passé et pourquoi les peuples autochtones se méfient toujours des gouvernements, dit-elle. En écoutant et en reconnaissant la vérité, nous adoptons une attitude plus empathique à l'égard de l'histoire

Les familles d'abord

Pendant des années, les familles des femmes, des filles et des personnes bispirituelles+ autochtones disparues et assassinées ont répété le slogan « rien sur nous sans nous ».

Selon Ann, pendant trop longtemps, les gouvernements ont dicté les actions et le cours des choses. Elle explique que la stratégie a changé la donne.

« Nous devons faire appel à des spécialistes, en l'occurrence aux familles ayant traversé cette épreuve. Ce sont elles qui nous ont aidés à déterminer la marche à suivre; elles sont au cœur de tout. »

La ministre McLean abonde dans le même sens.

« L'une de nos principales priorités est de tenir les familles au courant et d'être responsables envers



Ann Maje Raider, coprésidente du Comité consultatif du Yukon, et Jeanie McLean, vice-première ministre et ministre responsable de la Direction de la condition féminine et de l'équité des genres, lors de l'annonce des mesures prioritaires de la Stratégie du Yukon sur les FFADA2E+ en décembre 2022. (Photo : Cathie Archbould/Gouvernement du Yukon)

« Tout repose sur l'établissement de relations solides de bonne foi, déclare la ministre. Pour pouvoir résoudre certains de ces problèmes, il faut avoir des partenaires et ne faire qu'un en tant que communauté – tout le monde a un rôle à jouer. »

Elle ajoute que le changement systémique au Yukon ne peut être l'affaire d'un seul organisme ou gouvernement.

« Il faudra de multiples partenaires capables de repérer les lacunes et d'aider plusieurs organismes à collaborer pour concrétiser une vision commune. »

L'approche du Yukon tout entier transcende les industries et les secteurs, les régions et les partis politiques, mais aussi les générations. Selon Doris, le Comité doit énormément aux femmes autochtones qui ont fait

en sorte que la question ne soit pas jetée aux oubliettes.

« Elles ont travaillé si fort et lutté pendant si longtemps pour résoudre certains de ces problèmes. Il est temps que les gouvernements et les dirigeantes et dirigeants agissent et prennent en charge une partie de ce travail afin de faire avancer les choses pour elles. »

Ann abonde dans le même sens.

« Nous souhaitons toutes et tous, au plus profond de nous-même, la fin de la violence. Nous ne voulons pas laisser le problème à nos enfants et petits-enfants. La violence doit cesser et nous demandons justice. »

Mise en œuvre du plan

En juin, le Comité a tenu un forum technique sur le plan de mise en œuvre avec les partenaires et les

conjointrices et conjoints. Il a demandé à ses principaux partenaires de présenter le plan à leurs organismes afin qu'ils déterminent comment chapeauter les étapes importantes ou y contribuer.

La Direction de la condition féminine et de l'équité des genres prépare actuellement des modèles de suivi pour vérifier si les ministères et les partenaires de la stratégie atteignent les cibles du plan.

Doris explique que le plan peut être intimidant dans son ensemble, mais que d'en confier de petites parties aux différents partenaires en facilite la gestion.

« Il est possible de diviser le travail en fonction des capacités de chaque organisme », renchérit-elle. Doris exhorte la population à « en

faire un peu à la fois, mais à faire quelque chose ».

Elle a bon espoir que des solutions seront mises en place pour aider les familles et les survivantes et survivants à l'avenir.

Cet automne, le Comité et ses partenaires entameront la mise en œuvre du plan. Le travail consiste à assurer sécurité, soutien et équité aux femmes, aux filles et aux personnes bispirituelles+

autochtones pour faire du Yukon un endroit sûr.

Comité consultatif du Yukon sur les FFADA2E+

En 2015, le Comité consultatif du Yukon a été créé pour guider et épauler la Table ronde territoriale sur les FFADA2E+ ainsi que faire connaître aux familles des FFADA2E+, aux survivantes et survivants, aux expertes et experts et aux communautés autochtones le travail de l'équipe de l'Enquête nationale.

Après l'Enquête nationale, le mandat du Comité s'est élargi, et ce dernier a notamment été chargé d'élaborer et d'appliquer une stratégie territoriale.

Le Comité a trois coprésidentes :

- ▶ Ann Maje Raider, directrice générale de la Liard Aboriginal Women's Society, qui représente les organismes de femmes autochtones;
- ▶ Doris Bill, qui représente les gouvernements des Premières Nations du Yukon;
- ▶ Jeanie McLean, ministre responsable de la Direction de la condition féminine et de l'équité des genres, qui représente le gouvernement du Yukon.



Stratégie et plan de mise en œuvre et Stratégie sur les FFADA2E+

● Juin 2019

Publication du rapport final de l'équipe de l'Enquête nationale, qui contient 231 appels à la justice.

● Décembre 2020

Le Comité consultatif du Yukon sur les FFADA2E+ publie *Changer l'histoire en défense de la dignité et de la justice : la Stratégie du Yukon sur les FFADA2E+*.

● Décembre 2022

Le Comité publie les mesures prioritaires de la Stratégie.

● Juin 2023

Le Comité publie le plan de mise en œuvre de la Stratégie.



Les participantes et participants autour du feu sacré lors de l'annonce des mesures prioritaires de la Stratégie du Yukon sur les FFADA2E+ en décembre 2022. (Photo : Cathie Archbould/ Gouvernement du Yukon)

● Plan de mise en œuvre de la Stratégie du Yukon sur les FFADA2E+

Le plan précise les objectifs, les étapes importantes, l'échéancier et les responsables proposés pour chaque cible, ainsi que les 32 mesures de la Stratégie, qui vise quatre choses :

- ▶ Instaurer des mesures coordonnées et efficaces de prévention de la violence, d'intervention et de réponses aux situations de crise partout au Yukon.
- ▶ Mettre un terme à la violence contre les Autochtones au Yukon, et plus particulièrement, la violence contre les femmes, les filles et les personnes bispirituelles+.
- ▶ Renforcer l'indépendance économique des femmes, des filles et des personnes bispirituelles+ autochtones.
- ▶ Sensibiliser et mobiliser le public sur la nécessité de mettre un terme à la violence contre les femmes, les filles et les personnes bispirituelles+ autochtones.



Comprendre l'histoire et la culture pour créer des espaces sûrs pour tout le monde

Juniper Redvers et sa mère traitent une peau d'original. Juniper a préparé une formation sur la sécurité culturelle pour le personnel du gouvernement du Yukon. (Photo : Juniper Redvers)



La réconciliation commence par la sensibilisation.

Yukon sur la sécurité culturelle, la lutte contre le racisme, la réconciliation et les droits de la personne.

contemporaines de la colonisation et des pensionnats, on contribue à la lutte contre la discrimination et les préjugés culturels.

« Il faut reconnaître comment nous sommes arrivés ici, à qui appartient ce territoire et ce qui a fait que nous l'occupons aujourd'hui. »

« En se renseignant, on montre notre respect aux personnes qui étaient ici avant nous et à celles qui le sont encore », affirme-t-elle.

Dans son appel à l'action 57, la Commission de vérité et réconciliation demande à tous les ordres de gouvernement de former leurs fonctionnaires sur l'histoire des peuples autochtones, y compris l'histoire et les séquelles des pensionnats, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, les traités et les droits des Autochtones, le droit autochtone et les relations entre la Couronne et les peuples autochtones. Kaitlyn Charlie, Tutchone du Nord, est conseillère pour le programme de diversité et d'inclusion de la Commission de la fonction publique. Elle s'occupe de la formation donnée à tout le personnel du gouvernement du

Selon elle, tout le monde doit comprendre l'histoire du lieu qu'il appelle son chez-soi.

« Il faut reconnaître comment nous sommes arrivés ici, à qui appartient ce territoire et ce qui a fait que nous l'occupons aujourd'hui. »

L'équipe de Kaitlyn a conçu, donné et appliqué une formation sur la diversité pour aider les fonctionnaires du territoire à mieux comprendre l'histoire, la culture et la gouvernance des Premières Nations, et ce qu'il est possible de faire pour favoriser davantage la réconciliation. Elle estime que lorsqu'on se renseigne sur l'histoire du Yukon et sur les répercussions

Formation sur la sécurité culturelle

Métisse d'ascendance chippewyan et originaire des Territoires du Nord-Ouest, Juniper Redvers est chercheuse universitaire, et conseillère, conférencière, écrivaine et consultante autochtone.

Le gouvernement du Yukon a fait appel à elle et à l'Aînée Dianne Smith, de la Première Nation des Kwanlin Dün, pour concevoir la formation sur la sécurité culturelle. Pour Juniper, ce mandat est personnel.

« En tant qu'Autochtone, je me suis déjà retrouvée dans des endroits qui n'étaient pas culturellement sûrs », explique-t-elle.

La sécurité culturelle dépasse le cadre du changement individuel : il faut s'attaquer au racisme systémique et au colonialisme.

Elle estime que les formations sur la sécurité culturelle ne sont qu'une pièce d'un immense casse-tête. « Si je peux contribuer, avec ce petit morceau, à créer des espaces plus sûrs culturellement, c'est au moins ça », ajoute-t-elle.

Une réaction extraordinaire

Kaitlyn indique que la réaction à la formation a été extrêmement positive, expliquant que la nature expérimentale et réflexive de la formation a réellement changé les mentalités et que les gens veulent mettre leurs acquis en pratique sans tarder.

« Certaines personnes veulent pouvoir passer à l'action immédiatement, précise-t-elle. C'est incroyable! Et c'est merveilleux de voir cette réaction chez nos collègues. »

Selon elle, la formation pousse les gens à changer les choses sur lesquelles ils ont de l'influence.

Parcours d'apprentissage de la vérité, de la réconciliation, de la diversité et de l'inclusion

La direction du développement organisationnel propose les formations suivantes à tout le personnel du gouvernement du Yukon :

- ▶ Sensibilisation à l'histoire des pensionnats
- ▶ Connaissances traditionnelles des Premières Nations du Yukon
- ▶ Lutte contre le racisme au travail
- ▶ Introduction à la sécurité culturelle
- ▶ Premières Nations du Yukon 101
- ▶ Sensibilisation et inclusion des personnes LGBTQ2S+ dans les services et pratiques
- ▶ Soins tenant compte des traumatismes – Avoir des forces collectives
- ▶ Tout le monde a des préjugés. Que devons-nous faire alors?
- ▶ Traumatisme indirect – Stratégies pour la résilience





Tricia Johnson-Drapeau, conseillère principale, Sharina Kennedy, gestionnaire, et Arianna Porter, coordonnatrice du programme de formation pour Autochtones, de la Section des relations avec les Premières Nations. L'équipe offre soutien, formation et conseils au personnel de Voirie et Travaux publics.

Faciliter le travail du personnel de Voirie et Travaux publics par la consultation et la mobilisation des Premières Nations

Partout au gouvernement du Yukon, de nouvelles unités et de nouveaux postes sont créés pour consolider les relations avec les gouvernements des Premières Nations ou améliorer les services à la clientèle pour les Premières Nations. Sharina Kennedy gère la Section des relations avec les Premières Nations de la Division des services généraux du ministère de la Voirie et des Travaux publics.

Que fait votre Section?

Les cadres savent que le gouvernement du Yukon a besoin d'une plus grande aide organisationnelle et stratégique pour avancer sur le chemin de la réconciliation et nouer des relations positives avec les gouvernements et les communautés autochtones. La Section des relations avec les Premières Nations est l'une des deux sections de Voirie et Travaux publics collaborant avec le personnel à l'atteinte de ces buts importants.

Notre travail s'articule autour de quatre domaines stratégiques :

1. Conclusion d'ententes de partenariat et application de la Politique d'approvisionnement visant les Premières Nations du Yukon.
2. Mobilisation et consultation des partenaires et des parties intéressées autochtones.
3. Accroissement de la représentation autochtone dans la fonction publique du Yukon par différentes initiatives, comme le programme primé de formation pour les jeunes Autochtones.
4. Éducation et sensibilisation du personnel à la réconciliation.

Pouvez-vous donner des exemples de votre travail?

Nous cherchons sans cesse des occasions de collaborer avec nos partenaires et les communautés des Premières Nations. Notre but : concrétiser les priorités communes, innover ensemble et favoriser la réconciliation.

Par exemple, pour accroître la visibilité des langues autochtones à Beaver Creek, nous avons collaboré avec la Première Nation de White River pour créer des panneaux de signalisation en haut tanana et en tutchone du Nord, et la population est très heureuse des résultats.

Nous avons aussi divisé notre plan d'immobilisations quinquennal par territoire traditionnel et avons rencontré chacune des 14 Premières Nations du Yukon pour le passer en revue. Ces échanges en personne ont permis de dégager des possibilités de partenariats et ont souvent donné lieu à des discussions plus générales sur les programmes, projets et activités du gouvernement sur les territoires traditionnels des Premières Nations. La Section fait ensuite le pont avec d'autres secteurs d'activité du gouvernement pour résoudre les problèmes et transmettre l'information.





La nageuse Kassua Dreyer, du Conseil Dena de Ross River, était la porte-drapeau de l'Équipe Yukon lors de la cérémonie d'ouverture des Jeux autochtones de l'Amérique du Nord. (Photo : Star Flower Photography)

Tisser des liens, célébrer la culture et développer un sentiment d'appartenance par le sport

Cinq des 94 appels à l'action de la Commission de vérité et réconciliation (CVR) portent sur le sport et la réconciliation. Les leaders communautaires travaillant dans le domaine des sports et loisirs autochtones s'entendent pour dire que les appels à l'action ont une incidence non négligeable sur leur travail.

Directeur général du Yukon Aboriginal Sport Circle (YASC), Gaël Marchand indique que l'organisme reçoit maintenant plus de financement national et territorial pour ses programmes, ce qu'il attribue aux appels à l'action, qui insistent sur

la nécessité d'instaurer des politiques, initiatives et programmes sportifs inclusifs; de favoriser le développement des athlètes autochtones; de maintenir l'appui aux Jeux autochtones de l'Amérique du Nord; et de sensibiliser le public à l'histoire des athlètes autochtones au pays.

Conseillère en sport et loisirs des Premières Nations au gouvernement du Yukon, Megan Cromarty travaille étroitement avec le YASC. Elle affirme faire régulièrement référence aux appels à l'action dans son travail. Le gouvernement du territoire et le YASC élaborent actuellement un protocole d'entente sur le cadre

de collaboration pour donner suite aux appels à l'action et accroître la participation sportive des Autochtones.

Le rôle du sport dans la réconciliation

Citoyen du Conseil des Tlingits de Teslin, Gordon Reed préside depuis longtemps le Yukon Aboriginal Sport Circle.

« Nous croyons globalement que le sport est bénéfique aux jeunes sur les plans mental, affectif, physique et spirituel, explique-t-il.



Rassemblement d'encouragement d'Équipe Yukon à Whitehorse pour les Jeux autochtones de l'Amérique du Nord. L'Équipe a envoyé plus de 130 athlètes, artistes, entraîneuses et entraîneurs et personnel de mission en Nouvelle-Écosse à l'occasion des Jeux. Les athlètes du territoire ont participé à 11 des 16 sports et récolté 39 médailles. (Photo : Star Flower Photography)

Le sport est synonyme de possibilités, d'acquisition d'aptitudes au leadership et de sentiment d'inclusion, des choses qui ne seraient peut-être pas possibles autrement. »

Selon lui, la participation à des activités sportives et récréatives peut contribuer à atténuer bien des problèmes dans les communautés.

« Ce genre d'activités saines peut renforcer l'estime de soi et la confiance en soi, et avoir des avantages inattendus sur le risque de suicide et la consommation de substances », précise-t-il. Pour lui, les sports et les loisirs ne sont pas seulement bénéfiques pour les jeunes : ils le sont pour toute la société.

« Le sport permet de tisser des liens et de développer un sentiment d'appartenance », soutient Gaël.

Il affirme aussi que les sports servent à transmettre les valeurs et la culture.

Il est important que les acteurs du milieu adoptent une approche axée sur la réconciliation et réfléchissent à ce qu'il faut faire pour que les sports intègrent les valeurs autochtones et favorisent la participation des Autochtones.

Les Jeux autochtones de l'Amérique du Nord : beaucoup plus qu'un événement sportif

Megan, Gordon et Gaël sont au nombre des personnes ayant permis à plus de 130 athlètes, entraîneuses et entraîneurs et membres du personnel de mission de participer aux Jeux autochtones de l'Amérique du Nord (JAAN). Gaël, chef de mission, était accompagné de ses cheffes de mission adjointes, Megan et Karee Vallevand, de la Première Nation des Kwanlin Dün. Ensemble, ils ont tout organisé, des uniformes aux déplacements, en passant par la sélection des entraîneuses et entraîneurs.

Selon Gordon, les JAAN sont bien

plus qu'un événement sportif : « C'est une occasion de plonger dans la culture autochtone et de la faire découvrir à d'autres. »

Les JAAN, ce sont aussi des chansons, la découverte d'autres langues, de la danse, des rencontres entre athlètes et de l'information sur les programmes d'entraînement et les bourses; ils peuvent ouvrir beaucoup de portes. « Les Jeux suscitent un sentiment de fierté par rapport à l'identité autochtone », affirme-t-il.

Megan a participé à 11 autres jeux multisports, mais c'était ses premiers JAAN. La cérémonie d'ouverture lui a donné la chair de poule, avec les cris de la foule, les chants traditionnels des Selkirk Spirit Dancers et les joueuses et joueurs de tambour ayant ouvert la marche.

« C'était comme une célébration, pas seulement du sport, mais aussi de la culture. »

Selon elle, la population est chanceuse parce qu'au Yukon,



Gordon Reed, président du Yukon Aboriginal Sports Circle, chante avec Équipe Yukon avant la cérémonie d'ouverture à Halifax. (Photo : Star Flower Photography)

on accorde autant d'importance aux JAAN qu'à d'autres jeux multisports, ce qui n'est pas le cas ailleurs.

Cette année, le gouvernement du Yukon a presque doublé son financement pour les JAAN.

Les JAAN s'adressent à un public différent de celui des autres jeux, et la participation à un événement de cette ampleur peut être une expérience transformatrice. Pour beaucoup de jeunes, c'est le premier événement sportif auquel ils prennent part, et ce sera peut-être le seul de cette envergure. Ce qui distingue les JAAN, c'est qu'il s'agit aussi d'un rassemblement social et culturel pour jeunes autochtones.

Pour Gaël, s'entourer de jeunes autochtones de toute l'Amérique du Nord permet d'affirmer son identité : « C'est un événement marquant; les jeunes s'en souviennent longtemps parce

qu'ils ouvrent les yeux sur ce que ça signifie, être Autochtone. »

Les Jeux de 2023 ont été les plus fructueux jusqu'à ce jour pour Équipe Yukon; les athlètes ont participé à 11 sports et récolté 39 médailles dans 5 disciplines sportives différentes.

Collaborer pour stimuler les occasions

Le travail de Megan, Gordon et Gaël ne se limite pas aux JAAN. Ils travaillent ensemble sur plusieurs initiatives visant à faire en sorte que plus d'Autochtones fassent du sport et aient des loisirs et à bonifier les occasions sportives et récréatives.

Megan dit collaborer de près avec environ la moitié des organismes directeurs de sport du Yukon et plusieurs organismes de loisirs communautaires, les aidant à accroître la participation sportive

des Autochtones et à développer des relations avec le Yukon Aboriginal Sport Circle.

Pour elle, le sport et les loisirs sont indissociables : ce sont des activités saines qui rassemblent jeunes et adultes. Elle s'affaire à réduire les obstacles pour que tout le monde ait les mêmes chances de participer.

« Quand la population participe aux activités, on remarque qu'elle est plus en santé, plus vivante », affirme-t-elle.

« Les collectivités rurales ont de la difficulté à offrir certaines activités, pas parce qu'elles n'ont pas les installations nécessaires, mais plutôt par manque de bénévoles. Parfois, il n'y a pas assez de gens pour organiser et encadrer les activités sportives. »

Pour Gordon, il est aussi nécessaire d'avoir des entraîneuses et entraîneurs et des



Marche d'Équipe Yukon lors de la cérémonie d'ouverture. (Photo : Star Flower Photography)

championnes et champions dans les collectivités. Il aimerait que plus de gens trouvent des moyens de continuer à s'impliquer.

Il encourage aussi les personnes ayant des enfants à communiquer avec le YASC pour connaître les ressources existantes. L'organisme a un fonds spécial pour aider les athlètes autochtones à réaliser leurs rêves. Il agit aussi comme organe directeur des sports arctiques, des Jeux dénés et du tir à l'arc.

Gaël indique que d'autres organismes directeurs de sport communiquent avec le YASC pour savoir comment rendre leurs sports plus inclusifs. C'est un long processus, mais l'organisme commence à constater un mouvement vers des sports et loisirs plus centrés sur la réconciliation.





Équipe Yukon lors de la cérémonie d'ouverture. (Photo : Star Flower Photography)



Gaël Marchand, directeur général du Yukon Aboriginal Sports Circle, était le chef de mission des Jeux autochtones de l'Amérique du Nord. (Photo : Star Flower Photography)



Des membres d'Équipe Yukon avant la cérémonie d'ouverture des Jeux autochtones de l'Amérique du Nord à Halifax. (Photo : Star Flower Photography)





Pathways

2023



Pathways

2023

**Yukon**